

réglementation publique ne fixe une restriction. Le projet en cours de directives sur des mesures de promotion de la femme devrait permettre d'accomplir de nouveaux progrès – portant sur le fond et la forme – pour ce qui est de la mise au concours de postes. En ce qui concerne l'augmentation de la proportion des femmes dans l'effectif du personnel et d'autres organes fédéraux, c'est un objectif qu'il faut viser à long terme. On examine actuellement les mesures concrètes qui pourraient être prises dans ce but. Dans la nouvelle ordonnance sur la classification des fonctions, qui est entrée en vigueur au début de l'année, toutes les fonctions figurent au féminin comme au masculin (sauf les fonctions militaires). Le Conseil fédéral applique donc concrètement le principe de l'égalité des chances lors de nominations à des postes mis au concours.

Ad 88.052

Voranschlag 1989. Nachtrag I Budget 1989. Supplément I

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 779 hiervor – Voir page 779 ci-devant

501.373.02

Gedenkanlässe zur Mobilmachung 1939

Manifestations commémorant la mobilisation générale de 1939

Fortsetzung – Suite

M. **Jeanneret**: Au moment où nous reprenons ce débat sur le poste budgétaire concernant le projet Diamant, le groupe libéral le place sous trois accents principaux: premièrement, respecter; deuxièmement, se souvenir; troisièmement, être reconnaissant. Nous accepterons donc ce crédit tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral et la majorité de la commission.

Toutes les propositions minoritaires, même si elles apparaissent différentes dans leur formulation, sont en fait semblables. Elles sont toutes les branches d'un même arbre, dont les feuilles cachent plus ou moins la franchise comme l'hypocrisie. Certaines, probablement les plus honnêtes, suggèrent de biffer purement et simplement ce crédit, alors que d'autres utilisent divers artifices pour marquer leur opposition à cette idée. Mais toutes sont animées de ce climat que d'aucuns font déferler ces mois-ci sur la défense nationale de notre pays, ce qui n'est point étonnant à l'heure où M. Helmut Hubacher se déclare content d'avoir sauvé son parti, parce que la majorité de ses délégués a voté contre l'armée.

Pour nous, les choses sont en fait simples. Le Parlement accomplit un acte psychologique en acceptant ce crédit. Au plus haut niveau des autorités de la Confédération, il marque sa volonté de s'associer à une manifestation qui doit être comprise à la fois dans la sérénité et dans la conviction.

Il ne s'agit pas de fêter. On fête, le cas échéant, une victoire, et non le début d'un conflit particulièrement meurtrier. La Suisse doit d'ailleurs être heureuse de n'avoir pas à fêter une victoire, ce qui serait le signe regrettable qu'elle aurait été entraînée dans cette guerre et ce qui, à Dieu plaise, nous a été évité. On ne fête pas; on commémore, ce qui n'est pas semblable. On rappelle des événements dont la leçon doit être régulièrement rappelée.

Respecter, se souvenir, être reconnaissants, disons-nous. Respecter d'abord, respecter la mémoire de ceux qui sont absents et respecter la personne de ceux qui sont encore vivants. Voilà ce que nous devons avoir: un simple moment d'attention vis-à-vis de ceux qui sont encore là et de ceux qui ne le sont plus. Non pas le faire dans un esprit belliqueux, mais redire que les hommes et les femmes d'il y a cinquante ans ont permis l'indépendance du pays et la politique de sécurité qui est

la nôtre à la fin du XXe siècle. C'est aussi savoir transmettre, ne pas oublier une page de notre histoire, ne pas être accusé un jour, par nos petits-enfants, de silence grave dans notre mémoire collective. Respecter, c'est avoir une pensée pour une génération qui ne connaissait pas les acquis sociaux d'aujourd'hui, une génération qui souvent a oeuvré dans la patience, l'effort et la modestie.

Se souvenir ensuite, se souvenir pour agir encore mieux demain, tenter de comprendre de l'histoire ce qui nous permettrait de ne pas, un jour, tomber dans l'erreur. Se souvenir que ce début d'été 1989 se présente dans un contexte international que l'humanité n'a probablement jamais connu: la mort d'un tyran islamique, la démocratie qui s'essaye timidement dans les pays de l'Est et une Chine dont personne ne peut dire ce qu'elle sera demain.

Et tout cela ne suffirait-il pas, l'année où les Suisses se prononceront sur l'existence même de leur défense nationale, pour que l'on se souvienne que l'armée fut prête il y a cinquante ans, grâce à la clairvoyance et à la ténacité de quelques-uns et la volonté de tous. C'est se souvenir des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes, des femmes qui ont remarquablement tenu aux arrières.

Etre reconnaissant enfin, c'est savoir dire parfois merci, et cela dans le respect des convictions morales de chacun. Il y a cinquante ans, il y avait des parlementaires dans cette salle. N'est-il pas décent d'avoir une pensée pour eux, car ils y sont un peu pour quelque chose de nous avoir laissé le pays dont nous avons maintenant la responsabilité. Beaucoup d'entre nous ne seraient pas ici, ce jour, si les choses avaient tourné autrement et si, comme le rappelait récemment un observateur perspicace et étranger dans un raccourci saisissant: «En somme, l'armée suisse a un caractère de permanence que beaucoup d'armées permanentes n'ont pas».

Commémorer, c'est dire nos espoirs dans la paix, mais une paix lucide et responsable, où chacun est prêt à affronter les risques de la sécurité, ce qui nécessite une défense, et qui dit défense dit continuité, qui dit continuité dit aussi passé, histoire et commémoration.

Frau **Grendelmeier**: Ich möchte hier wieder einmal festhalten, was bereits letzten Donnerstag gesagt worden ist. Niemand, niemand missgönnt den Veteranen ein Zusammentreffen der damaligen Aktivdienstgeneration. Niemand, der sich gegen diese Übung «Diamant» wehrt, tut dies aus mangelnder Achtung, mangelnder Dankbarkeit oder mangelndem Einfühlungsvermögen. Und schliesslich ist niemand in diesem Saal, der nicht wüsste, welch grauenhafte Ereignisse es damals abzuwehren galt und dass die meisten Schweizer und Schweizerinnen ihr Bestes gaben, um sechs Jahre später erleichtert festzustellen, dass wir verschont geblieben waren. Aber es gibt auch niemanden in der ganzen Welt, der den Beginn dieses Zweiten Weltkrieges feiert, ausser wir, ausser wir friedliebenden und verschonten Schweizer!

Die LdU/EVP-Fraktion hält deshalb diese Übung für zynisch, für unschweizerisch und für heuchlerisch. Zynisch ist sie (oder wirkt sie zumindest) aus den eben genannten Gründen. Diese Aktion stösst denn auch reihum bei den andern, damals am Krieg beteiligten Nationen auf grösstes Befremden und auf Verständnislosigkeit. Es könnte beinahe – und es wird es auch – als Bedauern darüber interpretiert werden, dass wir nicht aktiv an diesem Krieg teilnehmen konnten, um die Schlagkraft unserer Armee zu beweisen.

Diese Aktion ist aber auch zutiefst unschweizerisch. Die Schweiz rühmt sich ihrer Neutralität, rühmt sich, mit ihrer Armee lediglich kriegerische Ereignisse abzuwehren und rühmt sich, das friedlichste Volk der Welt zu sein. Es entspricht nicht unserer Tradition, wie das bei anderen Staaten der Fall gewesen sein mag (oder heute noch der Fall ist), mit Hurra zur höheren Glorie des Vaterlandes in einen Krieg zu ziehen! Die Schweizer taten damals ganz einfach das, was sie tun mussten, zutiefst bedrückt und voller Angst und Ungewissheit. Das ist kein Grund zum Feiern! Zu feiern hingegen wäre das Kriegsende, voller Dankbarkeit und voller Demut. Eine solche Feier habe ich übrigens in einer Fragestunde vor einem halben Jahr angeregt.

Die Aktion «Diamant» ist aber auch heuchlerisch, sie ist unredlich. Als Antwort auf meine damalige Frage beschied man mir, dass 1995, also 50 Jahre nach Kriegsende, wohl nur noch wenige Aktivdienstsoldaten am Leben wären. Das dürfte ohne Zweifel stimmen. Wenn dem aber so ist und wenn man einer möglichst grossen Anzahl Veteranen diese Ehre erweisen will, warum hat man dann um Himmels willen 50 Jahre lang damit gewartet?

Auch 1989 sind viele von ihnen nicht mehr unter uns. Warum hat man aus der gleichen rührenden Rücksicht nicht wenigstens 40 Jahre Kriegsende gefeiert, also 1985? Es wären ihrer sicher mehr gewesen. Noch mehr wären es freilich 1975 gewesen oder 1970, also 25 Jahre nach dem Krieg.

Die Antwort dürfte relativ einfach sein. Es gab bei all diesen früheren Gedenkmöglichkeiten schlicht keinen handfesten Grund. Es gab eben keine Abstimmung über die Armeeabschaffungs-Initiative. Man brauchte damals kein noch so geschmackloses PR-Instrument, um diese Abstimmung zu beeinflussen. Wäre man ehrlich gewesen, so hätte man – wie das übrigens Herr Jaeger bereits gesagt hat – die 6 Millionen Franken im Budget beantragen können. Aber das wollte man nicht. Offenbar hatte man Angst vor einer Niederlage. Also gab man sicherheitshalber einmal 2 Millionen Franken aus, auf Vorschuss gewissermassen, schaffte damit einen willkommenen Sachzwang, um den Rest jetzt über den Nachtrag hereinzuholen. Mit anderen Worten: Man steht nicht dazu, dass es sich eigentlich um eine durch öffentliche Gelder bezahlte Abstimmungskampagne handelt. Das ist meines Erachtens unredlich und letztlich auch feige.

Schliesslich ist diese Übung aber auch – und das liegt mir besonders am Herzen – gefährlich und unverantwortlich. Ist Ihnen bewusst, dass ausgerechnet 50 Jahre nach Beginn der Hitler-Katastrophe sich in unserem Lande immer mehr und immer unübersehbarer braune Kräfte regen, also neonazistische Kräfte und Gruppierungen, die ohne nennenswerten Widerstand der Behörden und ohne nennenswerte Beunruhigung in der Bevölkerung ihr Unwesen treiben können? Wäre es nicht angebrachter, wir würden das Jahr 1989 zum Anlass nehmen, um aktiv über diese reale Gefahr nachzudenken, anstatt diesen Gruppierungen die Möglichkeit zu geben, im Kielwasser dieser unglücklichen Gedenkfeier zu schwimmen und sich dadurch der stillschweigenden – vermeintlichen oder tatsächlichen – Zustimmung weiter Kreise zu erfreuen?

Ich bitte Sie, den Antrag Jaeger anzunehmen. Er will weiss Gott nicht allzu viel.

Keller: Die CVP stimmt dem Nachtragskredit zu, wie er von der Kommissionsmehrheit und vom Bundesrat vorgeschlagen wird.

Der Bundesrat ist gerügt worden, weil er diese Vorlage nicht rechtzeitig unterbreitet hat. Diese Meinung kann man vertreten. Aber wir wehren uns gegen den Verdacht, gegen die Unterstellung, es bestehe ein Zusammenhang zwischen den Gedenkfeiern und der Armeeabschaffungs-Initiative.

Im übrigen könnte man sich natürlich die Frage stellen, warum der Vorstoss einen Gedenkanlass anzuregen, nicht auch aus dem Parlament hervorgegangen ist. Wir machen ja sonst reichlich Vorstösse. Offensichtlich haben wir das selber einigermaßen verschlafen. Daraus kann man aber doch auch folgern, dass die Aktion «Diamant» nicht von oben herab eingeflüstert wurde, dass sie nicht eine Veranstaltung ist, die gewissermassen von den Behörden geschaffen wurde, sondern dass – Sie werden es kaum von der Hand weisen können – in breiten Kreisen der Bevölkerung offensichtlich ein Bedürfnis besteht, dieses Anlasses zu gedenken.

Es wird gesagt – Frau Grendelmeier hat das vorhin mit sehr starker Ausdruckskraft getan –, diese Feier bedeute gewissermassen eine Verherrlichung des Kriegsbeginns und sei insofern als zynisch zu werten. Es ginge doch darum, das Ende eines Krieges zu feiern und nicht dessen Beginn.

Vorerst möchte ich sagen, dass es uns 1995 durchaus ansteht, weltweit, europaweit des Kriegsendes zu gedenken. Das schliesst den Gedenkanlass «Diamant» aber nicht aus.

Zum Vorwurf, wir würden gewissermassen den Kriegsbeginn feiern: Das ist natürlich eine üble Formulierung, eine üble

Wendung. Was heisst denn Kriegsbeginn? Für uns in der Schweiz bedeutet das wohl nicht das gleiche wie beispielsweise für die damalige aggressive Grossmacht Deutschland. Für den Kleinstaat Schweiz heisst das doch, dass er damals aus Notwehr zu den Waffen gegriffen hat. Wir feiern nicht den Kriegsbeginn, sondern wir gedenken des Beginns gegen den Krieg. Wir dürfen einer Generation dankbar sein, die bereit war, gegen den Krieg anzutreten. Das war Bereitschaft zur Notwehr, und diese Bereitschaft war erfolgreich. Daran wollen offenbar – ich unterstelle das nicht allen – gewisse Leute nicht gerne erinnert werden.

Für uns hat aber die Verärgerung heutiger Armeeabschaffer natürlich wenig Gewicht gegenüber der Hochachtung vor einer Generation von Frauen und Männern, die ihre historische Aufgabe vor 50 Jahren angetreten und erfüllt haben.

In diesem Sinne stimmt die CVP-Fraktion diesem Kredit zu. Wir lehnen die Abänderungsanträge ab, wir können sie nicht unterstützen. Teilweise sind sie kleinlich, teilweise improvisiert und willkürlich in den Raum gestellt, um dem Hauptantrag irgend etwas entgegenzusetzen. Da können wir nicht mitmachen.

Präsident: Es haben sich 21 Einzelredner eingeschrieben. Ich beantrage Ihnen, die Rednerliste zu schliessen. Sie sind damit einverstanden.

Mme Paccolat: Certains d'entre nous s'interrogent sur le bien-fondé de la commémoration de la mobilisation générale de 1939. Ils oublient que l'acte de commémoration est une forme d'expression culturelle, historique, qui est intimement liée et intégrée à la vie associative de notre pays.

Le projet Diamant a sa raison d'être si nous le plaçons sur l'autel de la reconnaissance, du souvenir, de l'expression de ces sentiments de générosité, d'entraide et de service à la cause nationale. Aussi ce retour au passé, avec la voix du coeur, répond à une forme d'attente de la génération qui a donné et sacrifié pour le pays. La preuve est le succès rencontré par l'appel à une rencontre cordiale sur les différentes places de mobilisation du pays, puisque déjà plus de 140 000 personnes se sont annoncées. La génération d'après guerre doit le comprendre par le respect et la reconnaissance.

La proposition de Mme Stocker est intéressante dans le sens qu'elle rappelle le principe d'une présence, d'une participation nécessaire de la femme à cette commémoration car les générations de nos mères et de nos grands-mères ont fait la «mob à la maison». Si l'organisation, l'activité économique et sociale a pu poursuivre son cours, c'est bien grâce à l'engagement spontané de nombreuses femmes qui ont pris le relais de leur mari au sein de l'entreprise familiale et de l'économie en général. Leur contribution toute spécifique à la défense générale du pays durant la dernière guerre doit non seulement être évoquée mais aussi honorée. Mais il reste à savoir de quelle manière. La proposition généreuse de Mme Stocker de verser une obole aux retraitées ne vivant que d'un minimum vital me gêne par son aspect d'affectation. Car cette célébration qui est de l'ordre de la culture politique ne doit pas être utilisée pour faire un semblant de politique sociale symbolique durant une année, sans compter que cette pratique créerait une inégalité de traitement, car des femmes qui ont servi et donné au pays seraient écartées de cette action. Aussi je trouve regrettable que l'objectif de commémoration du souvenir ne soit pas honoré en tant que tel et suscite une pratique de vases communicants en faveur d'une politique sociale ou d'une politique de la recherche. Le principe de l'intégration des femmes de la génération de la «mob» dans le concept Diamant a – semble-t-il – selon la voix officielle, été pris en compte, mais au vu de la réaction, je crois que cette information a plutôt été timide et retenue. Aujourd'hui, il ne reste que six mois pour stimuler et impliquer les femmes dans le programme de manifestations qui a été prévu, que ce soit les fêtes décentralisées ou la fête du souvenir au Rütli, les expositions et les symposiums, et encore faut-il que le crédit de 6 millions permette de réaliser cette volonté. Cette démarche participative me paraît nécessaire pour ne pas rester au degré d'une participation symbolique qui donnerait seulement bonne conscience, d'autant plus que la

conception de la politique de sécurité et de paix pour demain incite à une forme de participation plus active et plus intégrée des femmes.

En conclusion, j'attends de la part du chef du département qu'il confirme que les organisateurs favoriseront bien la participation des femmes aux programmes d'activités mis en place durant les six mois qui restent et que le montant de 6 millions permette bien d'atteindre cet objectif minimum.

Frau Ulrich: In einer bernischen Zeitung war am letzten Donnerstag ein Artikel zu lesen, in welchem die Söhne und Enkel aufgefordert wurden, ihren Vätern und Grossvätern die Gedenkanlässe zur Mobilmachung doch zu gönnen. Ich möchte hier sagen: Auch die Töchter und die Enkelinnen mögen ihren Vätern und Grossvätern diese Treffen gönnen.

Aber es ist doch typisch, dass diese Zeitung nur von Männern, von Enkeln, Söhnen, Vätern und Grossvätern spricht. Die Frauen, die Enkelinnen, die Töchter, die Mütter und Grossmütter werden vergessen, beiseite gelassen; gleich wie auch die offiziellen Anlässe nur diejenigen Personen erfassen, welche als Wehrmänner oder Angehörige des FHD in den Kriegsjahren Dienst geleistet haben. Die Frauen der damaligen Zeit haben in den sechs Kriegsjahren nicht nur warme Socken für die Wehrmänner gestrickt. Das ist ein Dienst, den die Wehrmänner damals sicher geschätzt haben, aber es war nicht der einzige Dienst. Wenn wir in der MFD-Zeitung vom April nur solche Bilder sehen, dann wehren wir uns dagegen, die Frauen haben auch anderes gemacht. Sie haben die Arbeiten übernommen, welche die Männer nicht mehr ausführen konnten, weil sie an der Grenze standen.

Ich möchte Ihnen zwei, drei Beispiele aus meinem Bekanntenkreis zitieren: Da war die verheiratete Lehrerin, die in der Krisenzeit ihren Arbeitsplatz einem Mann abtreten musste – sie war verheiratet, hatte noch keine Kinder –; als dann die Lehrer an der Grenze standen, war es ganz klar und selbstverständlich, dass diese Frau in die Schulstube zurückkehrte und die Schüler unterrichtete, obwohl sie damals schon kleine Kinder zu Hause hatte. Da war dann eben eine Grossmutter da, die einsprang und die Kinder betreute.

Da war die Frau des Kleingewerblers, die in den Betrieb stand, die Aufträge und die Wünsche der Kundschaft erfüllte, soweit es in ihren Kräften stand; die Hausarbeit erledigten unterdessen die halbwüchsigen Töchter.

Da war die Frau in einem Betrieb mit zwei Mitarbeiterinnen. Der Chef und seine Söhne standen an der Grenze. Die drei Frauen haben den Betrieb durch die Kriegsjahre getragen. Die Männer kamen zurück, gaben hie und da Anweisungen in der Zeit, da sie Urlaub hatten, die Frauen haben die Arbeit gemacht.

Sowie diese drei Frauen aus meinem Bekanntenkreis gibt es Tausende, die mithelfen, dass unsere Schweiz diese schweren Zeiten überstehen konnte. Ohne ihre Leistung wäre die Leistung der Männer an der Grenze nicht möglich gewesen.

Die Frauen haben ihren Einsatz nicht im grünen Gewand und mit der Waffe in der Hand an der Grenze geleistet. Sie sind deshalb durch die Maschen des Netzes gefallen, mit welchem man die Teilnehmer der «Diamant»-Anlässe an Land gezogen hat.

Ich möchte Sie deshalb bitten, dass Sie die Anträge von Frau Stocker, Frau Bär und Frau Bäumlín – die ein Zeichen setzen wollen, die ausdrücken wollen, dass auch die Frauen ihren Anteil in dieser schweren Zeit geleistet haben – unterstützen.

Noch eine letzte Bemerkung: Wenn die Wander- und Sonderausstellungen trotz Ablehnungsanträgen durchgeführt werden, dann erwarten wir, dass in diesen Ausstellungen den Leistungen der Frauen und Jugendlichen der damaligen Zeit ein angemessener Platz eingeräumt wird.

Frau Haller: Die Schweiz ist das einzige Land, das den Beginn des Zweiten Weltkrieges feiert. Als Bürgerin dieses Landes schäme ich mich ein wenig für die Schweiz, ich schäme mich vor den Millionen von Toten und Ermordeten, die der Zweite Weltkrieg gefordert hat. Ich erachte das, was da geplant ist, in gewissem Masse als pietätlos.

Die Herren im EMD haben die Aktivdienstveteranen zu Feiern eingeladen. Da können die Veteranen nichts dafür. Sie sind

alle 70 Jahre alt und älter, sie leiden vielleicht zum Teil darunter, dass sie nicht mehr soviel Kontakt haben, sie wollen alte Bekannte wiedersehen. Das ist ein legitimes Bedürfnis, ich persönlich – und wir alle in diesem Saal – mögen den Veteranen dieses Erlebnis gönnen. Aber: Genau dieses Bedürfnis wird von den Herren im EMD für einen pietätlosen Zweck missbraucht. Nochmals, ich gönne allen Leuten gute Begegnungen mit alten Bekannten. Aber ich habe Mühe, das im Zusammenhang mit dem Feiern eines Kriegsbeginns zu akzeptieren. Ich möchte nun die Herren im EMD fragen: Warum haben Sie die Veteranen nicht 1970 eingeladen, als es 25 Jahre Ende des Zweiten Weltkrieges zu feiern gab? Warum haben Sie sie nicht 1985 eingeladen, als das Kriegsende 40 Jahre zurücklag? Damals hatten die Veteranen sicher auch das Bedürfnis, sich wieder einmal zu treffen. Ein legitimes Bedürfnis! Aber damals war den Herren im EMD das Bedürfnis der Veteranen, sich wiederzusehen, noch völlig egal. Erst 1989 kommt es ihnen in den Sinn, und zwar erst noch zu spät, als der Voranschlag schon weg war, also offensichtlich zu einem Zeitpunkt, in welchem man sich im EMD krampfhaft überlegte, wie man die Abstimmung vom 26. November politisch beeinflussen könnte.

Dass das plump ist, das macht mir eigentlich noch nichts. Dass die Gefühle und persönlichen Bedürfnisse von älteren Menschen für einen doch wohl politischen Zweck missbraucht werden, das finde ich schon schlimmer. Dass dieser Missbrauch aber letztlich einem völlig pietätlosen Anlass dient, das empört mich.

Es hat mich noch etwas anderes empört: die Art und Weise, wie der freisinnige Fraktionssprecher ein Mitglied unseres Rates angegriffen hat, wohlverstanden, im Namen der freisinnigen Fraktion und nicht als Einzelsprecher.

So dürfen wir in diesem Saal nicht miteinander umgehen. Wir müssen uns auch dann als Menschen akzeptieren, wenn der oder die andere einer anderen Fraktion mit einem anderen politischen Weltbild angehört. Für mich ist nicht akzeptabel, wenn wir hier so miteinander umgehen und vergessen, dass alle in diesem Saal auch noch Menschen sind.

Frau Eppenberger Susi: Ich finde es richtig und sogar nötig, bescheidene Gedenkanlässe abzuhalten. Deplaziert fände ich heroische Festanlässe. Man feiert ja nicht den Kriegsbeginn, sondern erinnert sich in Demut an den Beginn einer Zeit, die unauslöschlich in uns nachwirkt, in uns allen, die wir diese Zeit erlebt haben. Ich habe an vielen Reaktionen in meinem Bekannten- und Freundeskreis gemerkt, wie sehr sich Männer und Frauen unserer Aktivdienstgeneration auf diese Anlässe freuen. Sie verbinden sich den falschen Finger, Herr Jaeger – er ist nicht da –, wenn Sie dieser Generation die Erinnerungen vergällen wollen. Der Tag und die Zeit ist erinnerungswürdig, wo die ganze Schweiz Schulterschluss machte und ihre Freiheit verteidigen wollte wie heute übrigens die Studenten in China.

Ich bin enttäuscht über die lapidaren Oppositionseinwände. Typisch ist allerdings, dass sie weitgehend aus Kreisen kommen, die der Armeeabschaffungs-Initiative nahestehen. Ich frage mich auch, weshalb die Armeegegner das Datum der Abstimmung immer in Beziehung mit der Zeit der Gedenkanlässe bringen. Es scheint mir eher, dass sie selbst die Initiative auf diesen Zeitpunkt hin programmiert haben und die Rechnung nun nicht mehr aufgeht, weil sich mehr als 140 000 Leute spontan für diese Anlässe gemeldet haben.

Zum «Diamant»: Ob das Wort sehr geschickt gewählt wurde, darüber kann man diskutieren. Mich stört es nicht. Ich habe ohnehin mehr mit funkelnden Schneesternen und Steinen, als mit echten Diamanten zu tun. Das Wort «Granit» oder «Kitt» hätte für mich die gleiche Aussagekraft gehabt. Wer auch immer das Wort gewählt hat, hat sicher etwas Positives und Schönes damit beabsichtigt. Eine Bitte habe ich allerdings auch an die Organisatoren von «Diamant»: Denken Sie auch an die Frauen der Aktivdienstgeneration! Es waren vor allem die Frauen ausserhalb der Militärorganisationen, die während der Grenzbesetzungszeit unter erschwerten Bedingungen Ungeheures geleistet haben – nach dem Motto: «Mit den Pflichten wachsen auch die Kräfte.» Nicht umsonst sprach

man von ihnen als den Soldaten des Hinterlandes. Denken wir an die Bäuerinnen, die bei geschlossenen Grenzen bei wenig Motorisierung – höchstens mit dem Hafermotor – die Ernährung des Volkes und der Armee sicherstellen mussten und auch konnten! Denken wir an die Arbeiterfrauen, die unter Lohnneinbussen ihre Familien durchbringen mussten! Die Lebensmittelpreise waren übrigens im Verhältnis höher als heute. Und denken wir nicht zuletzt an die vielen Frauen, die ihre Männer in Gewerbe- und Kleinbetrieben ersetzt haben, um diese Geschäfte vor dem drohenden Konkurs zu retten! Zugegeben, es gab auch andere – wenige aber.

Da rede ich aus eigener Erfahrung. Ich habe hautnah erlebt, wie meine Mutter mit der Grossmutter und uns Kindern ein Kleingewerbe schlecht und recht durchgezogen hat. Ich habe gespürt, wie sich ihre wirtschaftlichen Sorgen mit den Sorgen um die Männer an der Grenze und mit der Furcht vor einem Ueberschwappen der kriegerischen Auseinandersetzungen in unser Land vermischten. Bekanntlich sieht man ja von den grünen Appenzeller Höhen zum anderen Ende des Bodensees, und es waren keine Feuerwerke, die wir Kinder aus den verdunkelten Stuben dort gesehen haben.

Darum sollte man eigentlich alle diese «Soldaten des Hinterlandes» zu den Gedenkanklässen einladen können. Dafür würde man aber sicher das Doppelte des heutigen Kredits benötigen. Und so leid es mir tut, dies können wir hier in diesem Saal offenbar nicht. Der Antrag von Frau Stocker ist auf den ersten Blick verführerisch, er ist sicher auch ein geschickter politischer Schachzug, vor allem für die Wiederwahl von Frau Stocker. Aber es waren damals eben auch die Männer, die unter den gleichen Erschwernissen litten, und darum müssen wir gleich lange Spiesse machen. Aber Ihr Antrag, Frau Stocker, ist vielleicht ein Wink mit dem Zaunpfahl an die Adresse der Kantone und Gemeinden, dass sie mit der ganzen Bevölkerung, mit Kindern, Frauen und Männern, in geeigneter Weise der Mobilmachung gedenken.

Nicht zuletzt der jungen Generation und dem Verständnis unter den Generationen sind wir es schuldig. Die Aktivdienstvetranen ehren wir auch, indem wir ihre Gefühle respektieren und den Jungen den Ernst jener Zeit erklären. Die kindische Strickaktion meiner Kolleginnen letzte Woche war ein Eigengoal. Denn damals strickte man Socken aus Notwendigkeit und nicht aus medienpolitischer Profilierungssucht im Rat. In diesem Rat hatte man ernstere Sorgen.

Loretan: 6 Millionen Franken für 140 000 Aktivdienstvetranen, und welch eine kleinliche, ja erbärmliche Feilscherei geben wir hier zum besten! Das haben Sie schon in den Zeitungen vom letzten Freitag in der ganzen Schweiz lesen können. Eine solche Feilscherei hier, in einem Rat, der schon bei unzähligen Gelegenheiten mit grosszügiger Hand Subventionen verteilt hat, die weit über das hinausgingen, was der Bundesrat jeweils forderte. Warum diese Feilscherei? In diesem Geschäft steckt eindeutig die politische Brisanz des Abstimmungsdatums vom kommenden 26. November. Dies belegen einige der gestellten Anträge. Die 140 000 Mitbürger und Mitbürgerinnen, die sich zu den Gedenkanklässen für die Mobilmachung 1939 bereits angemeldet haben, werden sich ihre Gedanken machen. Das kann ich Ihnen garantieren!

Die Motive, die zu den Anträgen auf Aufstockung der vom Bundesrat angebehrten 6 Millionen Franken geführt haben, will ich nicht näher ergründen. Sie interessieren vordergründig nicht. Es stimmt, dass die Konzeptplaner zu wenig an die Frauen der Aktivdienstgeneration gedacht haben. Für sie muss im Rahmen des beantragten Kredites mehr geschehen; das ist auch möglich, z. B. durch die Abgabe der Gedenkmünze – eine Anregung aus Kreisen meiner freisinnigen Fraktionskolleginnen. Auch ist es doch jedem Wehrmann freigestellt, seine Frau mit «Aktivdienstfahrer» an einen Gedenkanklass, an eine Ausstellung usw. mitzunehmen. Auch die Frauen werden ihren Spatz erhalten! Deswegen braucht man den Kredit nicht aufzustocken: die 6 Millionen Franken sind nicht zu knapp bemessen. Da teile ich die Meinung von Frau Paccolat. Man kann den Forderungen, die seitens der Kolleginnen erhoben worden sind, durchaus im Rahmen dieses Betrages entgegenkommen.

Ich verstehe die Empörung von Frau Haller, die im Moment nicht im Saale ist, nicht. Herr Auer hat Herrn Herzog nicht das Recht abgesprochen, sich hier zu äussern oder einen Antrag zu stellen. Er hat ihn nur darauf hingewiesen, dass es auch für den Politiker hie und da Taktfragen gibt. Es gibt Momente, in denen man besser schweigen als reden würde. Das war der Sinn des Votums Auer.

Der 1. September 1939 war für sehr viele in unserem Land ein Schockerlebnis in einer Zeit, in der Bangen und Hoffen über die weitere Entwicklung in Europa sehr nahe beieinander lagen. 1,7 Millionen der heute lebenden Schweizer Bürger und Bürgerinnen haben die daran anschliessende Aktivdienstzeit miterlebt und zum Teil miterlitten. Ich möchte hier durchaus und insbesondere auch die Frauen miteinbezogen wissen, die zu Hause und in den Betrieben zum Rechten gesehen haben. Viele von diesen 1,7 Millionen weilen in den kommenden Wochen und Monaten in Gedanken bei diesem Sommer 1939 und haben das Bedürfnis, über den Tag der Mobilmachung und vor allem über die darauf folgende Zeit zu sprechen und dieser Zeit gemeinsam zu gedenken. Sie werden bestimmt nicht, wie ihnen dies nun von gewisser Seite schon fast bösartig unterschoben wird, den Kriegsausbruch feiern. Nein, sie werden sich dankbar auch daran erinnern, dass im Mai 1945 dieser schreckliche Weltkrieg zu Ende ging, ohne dass unser Land ernsthaft einbezogen worden war.

Natürlich kann man an den 6 Millionen Franken und an den Anlässen und Veranstaltungen Kritik üben. Natürlich kann man kritisieren, dass sich der Bund in einem solchen Ausmass engagiert und nicht etwa die Kantone. Natürlich kann man schliesslich kritisieren, dass der notwendige Kredit erst heute einverlangt wird und nicht mit dem ordentlichen Budgetverfahren angefordert worden ist. Es sind Fehler passiert. Es gab eine Phase, in der man im Militärdepartement aus Koordinierungsübereifer die Sache allzu gross anrichten wollte. Sogar die «Neue Zürcher Zeitung» hat das, wie mir scheint, zu Recht bemängelt.

Der neue Chef des EMD, Bundesrat Kaspar Villiger, hat – soweit das möglich war – Ueberflüssiges aus dem Gesamtprogramm streichen lassen. Die Räte sollten nun das vom Gesamtbundesrat vorgeschlagene endlich bewilligen, insbesondere die Wanderausstellungen, die Erinnerungstagungen, die Gedenkmünzen, die Aktionen in den Medien.

Ich frage Sie: Schadet es – wie man uns von gewisser Seite glauben machen will –, dass die gesamte Bevölkerung in die Anlässe zum 50. Jahrestag der Mobilmachung 1939 einbezogen wird? Ich glaube nicht. Wir sollten vielmehr versuchen, bei diesen Anlässen zwischen den Generationen Brücken zu schlagen und insbesondere unsere jungen Leute, unsere jungen Mitbürgerinnen und Mitbürger, einzubeziehen und ihnen Eindrücke aus der Zeit ihrer Grosseltern zu vermitteln.

Boykottaufrufe, wie sie am vergangen 1. Mai auch aus holdem weiblichen Munde zu hören waren, sind völlig fehl am Platz und kommen schon beinahe einer Beleidigung derjenigen Frauen und Männer nahe, die in den Jahren 1939 bis 1945 ihre Pflicht getan haben.

Ich ersuche Sie, ohne viel Federlesens dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen und alle anderen Anträge abzulehnen.

M. Ziegler: Nous avons, depuis deux jours, un débat passionné dont l'enjeu n'est évidemment pas ces misérables six millions dont deux millions ont déjà été dépensés mais, bien sûr, la position, la politique de la Suisse, durant les années sombres, lors de la Deuxième guerre mondiale. Et la bureaucratie militaire, dans son arrogance, nous a rendu un immense service, finalement, en rendant nécessaire ce débat, parce que tout le monde le sait sauf quelques obtus comme M. Auer et M. Jeanneret, tout le monde dans cette salle, je crois, ces exceptions mises à part, trouve profondément indécent de fêter le déclenchement du massacre de la Deuxième guerre mondiale. Ce qui est en jeu, c'est l'histoire, la politique menée par la Suisse durant cette conflagration.

La bureaucratie militaire essaie de mettre en scène une opération de glorification militaire et héroïque prétendant que c'est l'armée suisse qui aurait tenu tête au IIIe Reich et qui aurait par là sauvé le pays. C'est évidemment un mensonge patenté. Ce

n'est tout simplement pas vrai. L'histoire suisse, durant les années 1939-45, est un immense trou noir et le moment est venu, cinquante ans plus tard, de se mettre au travail et d'essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé.

Je vais être très prudent maintenant, connaissant le caractère explosif de certaines de mes affirmations. Et tout ce que je dis est tiré du livre, tout à fait remarquable, exceptionnel de qualité, de Max Frisch, «Schweiz ohne Armee? Ein Palaver» qui va sortir en français le mois prochain sous le titre de «Jonas et le vétéran» et que Benno Besson, l'un des plus grands metteurs en scène vivant en Europe, va mettre en scène en septembre prochain au Schauspielhaus de Zurich et au Théâtre de Vidy à Lausanne. Max Frisch est non seulement l'un des plus grands écrivains vivant sur notre continent, il est en même temps un ancien mobilisé. Il a été pendant quatre ans canonier dans la Batterie 74 de l'artillerie de montagne. C'est donc un témoin. Et que dit Max Frisch? Il répond: «Ce n'est pas l'armée qui a sauvé la Suisse, c'est Bührle parce qu'il était le seul fabricant d'armements d'Hitler qui a échappé aux bombardements.» Alors pourquoi Hitler aurait-il envahi la Suisse alors qu'une partie importante, précieuse de son industrie d'armements était à l'abri des bombardements, de la destruction alliés! Bührle a vendu pour 190 millions de canons et de munitions en 1939. Trois ans plus tard, pour 660 millions d'armes suisses sont parties chez Hitler et 90 pour cent des crédits donnés par la Suisse au Reich allemand ont servi au financement de l'achat d'armement.

L'industrie suisse a, en 1944, produit des armes presque exclusivement pour l'armée allemande. Je ne dis pas qu'elle l'a fait volontairement, je dis que c'était une situation difficile, peut-être fallait-il le faire, je dis simplement que c'est un fait. En même temps, on a fusillé Ernest S., un jeune apprenti ouvrier de Saint-Gall, parce qu'il a vendu au vice-consul allemand de Saint-Gall trois obus d'artillerie au moment où Bührle en livrait des milliers!

Le 25 juin 1940, le président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, lançait un appel au peuple suisse l'invitant à s'adapter, après la chute de la France, à la nouvelle situation en Europe. Giuseppe Motta, ministre des affaires étrangères, a reconnu le régime de Franco avant la chute de Madrid, et Philipp Etter, autre éminent conseiller fédéral, a interdit à la Croix-Rouge internationale de faire la moindre réclamation à Berlin contre l'existence des camps, contre le gavage des Juifs, contre la destruction des populations occupées.

Je termine. Je vous renvoie à ce livre d'un mobilisé helvétique qui vous dira ce qui s'est passé en Suisse de 1939 à 1945. Si le débat sur ce crédit, aujourd'hui, pouvait servir enfin à un début d'autocritique, à un affrontement avec l'histoire réellement vécue, à un début de transparence, à un début de prise de conscience de notre histoire passée, ce débat n'aura pas été vain. Faites cet effort d'autocritique, refusez ce crédit, mettez-vous au travail pour les générations futures, pour la Suisse à venir.

Le président: Je donne maintenant la parole à M. Eggly pour une courte déclaration personnelle.

M. Eggly: La mobilisation avait déjà eu lieu depuis assez longtemps lorsque M. Ziegler était parmi les jeunes qui faisaient de la préparation «prémilitaire». M. Ziegler, alors qu'il avait toute connaissance possible de ce qu'avait été la mobilisation et de ce que pouvait être une carrière militaire, était tout près à aller dans ce sens. Il n'a pas fait de service militaire pour des raisons qui sont parfaitement honorables, mais le Conseil national n'est pas la chambre de psychanalyse permettant à M. Ziegler d'y exprimer tous ses refoulements de jeunesse. Par ailleurs, au 175e anniversaire de l'entrée de Genève dans la Confédération, on a vu que le peuple de Genève en masse applaudissait les Confédérés et les militaires et était conscient qu'il n'y avait pas de Genève et pas de Confédération sans armée et sans défense nationale.

Mme Aubry: M. Jean Ziegler a réduit toute la Mob de 1939-1945 à un livre d'histoire signé Max Frisch. Je ne suis ni professeur ni historienne, je vous laisse la responsabilité de vos pa-

roles, mais je voudrais signaler, Monsieur Ziegler, que nous avons eu beaucoup de chance, en 1939, d'être épargnés par la guerre. Cette chance, ce miracle presque, nous le devons non seulement à la préparation de notre armée, mais particulièrement à la cohésion nationale de l'époque. Et cela, Monsieur, vous l'avez oublié.

Nous n'avons pas à rougir de l'opération Diamant, loin de là, que certains voudraient voir refuser par notre conseil, en prétendant que c'est une provocation à l'adresse de nos voisins ayant subi les atrocités de la dernière guerre.

De 1939 à 1945, ma génération a vu son père plus souvent en gris-vert qu'en civil. Mais elle a aussi vu des femmes prendre la relève et les rênes là où il fallait remplacer les hommes. C'était une période de solidarité qui avait cimenté tout le pays, hommes et femmes sans discrimination.

Nous devons le rappeler – et je crois que nous ne l'avons pas assez fait – aux jeunes générations, et plus encore, avoir un sentiment de reconnaissance pour ceux qui ont passé plus d'un millier de jours sous les drapeaux, au prix de nombreux sacrifices et pour celles qui les ont remplacés dans la vie civile. Le succès de l'opération Diamant est incontestable, car les vétérans ressentent le besoin de ces amicales retrouvailles. C'est aussi, de notre part, transmettre un flambeau aux jeunes générations, elles qui n'ont pas connu de privations et qui devraient apprendre qu'elles doivent ce bien-être à ceux qui ont servi sous les drapeaux.

Six millions au budget, pour certains c'est trop, pour d'autres pas assez. Je voudrais vous appeler à soutenir la proposition de Mme Stocker de demander 12 millions, afin que les femmes qui se sont également sacrifiées durant cette période, et qui ne vivent, aujourd'hui, que d'une rente AVS minime de 750 francs par mois, reçoivent également un témoignage de reconnaissance de la part du pays tout entier.

Les chiffres de Mme Stocker doivent cependant être relativisés. Selon les sources officielles, 37 000 femmes ont 62 ans et plus et touchent une rente minimale. Parmi elles, 15 000 ont un mari qui n'a pas encore atteint 65 ans. 22 000 donc auraient droit à un symbolique hommage, mais l'opération est, je le conçois, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département des finances, fort compliquée. En effet, parmi celles-ci, combien y a-t-il d'étrangères ou de femmes qui ne vivaient pas en Suisse durant la mobilisation?

La somme, je le répète, est symbolique et ne représente que 270 à 300 francs par femme. Nous ne devons pas les oublier, et je crois que la Suisse ne s'appauvrira pas si nous acceptons – et je vous le demande – la proposition de Mme Stocker d'un supplément au budget de 12 millions.

Je refuse, en revanche, les propositions Bäumlin et Bär qui sont en dehors du but fixé par l'opération Diamant, même si j'ai beaucoup de respect pour le dévouement dont Mme Kurz a fait preuve à l'égard des réfugiés.

Braunschweig: Wir spüren es alle: Es geht schon lange nicht mehr um 6 Millionen Franken. Es wäre ja sonst nicht verständlich, warum so viel Aggression in diesem Saale herrscht, vor allem seit dem Votum des Sprechers der freisinnigen Fraktion. Es geht offenbar um ganz andere Fragen.

Es gibt Aktivdienstpflichtige, die das Bedürfnis haben, sich im September nach 50 Jahren zu treffen. Dagegen ist nichts einzuwenden. Für mich ist das eine Art Klassenzusammenkunft, – ich liebe das Wort Kameradentreffen nicht wegen seiner Herkunft –: fröhlich, besinnlich, ein bisschen wehmütig, weil die Zeit heute nicht mehr so ist, wie sie damals war. Dagegen ist nichts einzuwenden.

Zu meiner Frage an Herrn Bundesrat Stich: Wer kam denn eigentlich auf die unglückselige Idee, aus diesem spontanen Treffen einen schwergewichtigen EMD-Staatsakt zu machen? Damit sind das Spontane, die Dankesbezeugung, das Menschliche verschwunden, und stattdessen kommen zum Zug die Organisation, die Zentralisation, die grosse Werbekampagne, das harte Wort «Diamant», das gewählt worden ist. Anstelle der Gespräche von Mann zu Mann treten die offiziellen Festreden; wir befürchten das Pathos – darüber haben auch schon andere Leute geschrieben –, das Kreative ist dahin. Und der politische Hintergedanke: sozusagen eine neue

Mobilisation 89 für den «26. November»! Gegen diesen Missbrauch wenden sich die Anträge. Das wollte ich mit aller Deutlichkeit festhalten.

Nochmals ein Wort zum offiziellen Votum der freisinnigen Fraktion vom letzten Donnerstag: Es war vierfach scheinliberal, was ich sogleich begründen werde:

1. Es war der Sippenhaftung verpflichtet, und ich habe immer geglaubt, es sei ein Verdienst des Liberalismus, die Sippenhaftung überwunden zu haben. Das war ein freisinniger Rückfall, ein mieser Rückfall.

2. Unserem Kollegen Herzog wurde nicht eine Jugendsünde vorgeworfen, sondern – wenn es das überhaupt gibt – eine «Kindersünde». Er war damals, als er als Kind in die Schweiz kam, neun Jahre alt.

3. Es ist scheinliberal und fies, wenn man sagt: «Natürlich haben Sie das Recht – jedermann hat das Recht –, so etwas zu sagen, aber es ist eine Taktfrage. Niemand will taktlos sein!» Damit hat der Sprecher das Recht, das er zuerst zugebilligt hat, im folgenden Satz gleich wieder zurückgenommen. Das bezeichne ich als scheinliberal, und Herr Loretan, der zu Hilfe eilen wollte, hat die Situation noch erschwert, indem er zwischen zweierlei Parlamentariern unterschied, zwischen solchen, die zu allen Traktanden reden dürfen, und solchen, die zu gewissen Themen nicht reden dürfen. Gleichzeitig haben wir gespürt, wie liberales Asylverständnis aussieht: Man nimmt Leute auf, rühmt sich seiner humanitären Haltung, bürgerst sie ein, und 33 Jahre später sagt man ihnen: «Aber dazu dürft ihr nicht sprechen!» Das ist scheinliberal.

4. Herr Auer, es ist ja nicht das erste Mal, dass Sie eine Zitatsammlung vorgetragen haben. Sie haben es schon bei der Waffenausfuhr-Initiative und später im Falle des Herrn Jean Ziegler getan. Sie haben es letzte Woche gegen jene wiederholt, die gegen die Armee eingestellt sind – wir wissen, dass Sie ein fleissiger Sammler sind –, aber Sie bringen diese Zitatsammlung und bekämpfen mit Aussagen einzelner die Idee. Sie setzen sich nicht mit der Idee auseinander, sondern Sie machen die Verantwortlichen fertig, richtig fertig. Sie sind ein Fertigmacher. (*Unruhe*) Sie sind es nicht das erste Mal. Vor einigen Jahren war es Herr Ziegler, letzte Woche haben Sie es mit Herrn Herzog versucht, und ich frage Sie: Wer wird der oder die nächste sein?

Ruckstuhl: Es gibt offenbar hier eine Einteilung der Sprecher: es gibt offenbar Anfänger, und es gibt Fertigmacher. Ich weiss nicht, bei welchen ich eingereiht werde. Aber Herrn Braunschweig müsste man die Antwort geben, wenn er fragt, wer diese Staatsaktion hervorgerufen hat, dass es dieser Rat war. Bis am letzten Donnerstag schien es nicht nach einer grossen Staatsaktion auszusehen. Wenn wir aber bedenken, dass zwischen zwanzig und dreissig Sprecher hier wegen dieser 6 Millionen Franken ans Rednerpult gehen, dann kann es nicht mehr der Betrag sein, der dazu Anlass gibt.

Ich finde diese Szene doch etwas seltsam. Ausgerechnet diese Gedenkveranstaltung wird nun zum Objekt verschiedenster Kritik. Herr Rudolf Hafner hat die Angst in den Knochen gespürt, weil er Befürchtungen hat, dass die Armeeabschaffungs-Initiative durch diese Anlässe einen Kratzer bekommen könnte. Herr Jaeger sprach von einer «übers Knie gebrochenen Vorlage», die im Voranschlag und nicht per Nachtrag vor den Rat kommen sollte. Herr Jaeger war in der Kommission und müsste wissen, dass die Initiative nicht vom EMD und nicht vom Bundesrat gekommen ist, sondern von den ehemaligen Aktiven, die an das EMD gelangt sind und die gebeten haben, diese Organisation zu koordinieren und diesem Anlass einen würdigen Rahmen zu geben. Ich danke dem Bundesrat, dass er reagiert und diese Initiative aufgenommen hat.

Als Schweizer jüngeren Jahrgangs – ich war 1939 und auch 1945 noch nicht dabei – verstehe ich jene Generation, die die Belastungen und Entbehrungen einer allgemeinen Kriegsmobilmachung erleben musste und die harte Zeit durchgemacht hat. Ich verstehe, wenn sie auf eine schlichte, aber würdige Art dieser Tage gedenken will. Ich verstehe auch die Sprecherinnen und Sprecher, die daran erinnern haben, dass nicht nur die Angehörigen der Armee Anspruch auf eine Würdigung ihrer

Verdienste und ihrer Leistungen haben, sondern auch die Frauen, die zu Hause ihren Dienst erfüllt haben. Ob sich jene Generation aber durch die Strickdemonstration geehrt fühlt, wage ich zu bezweifeln. Es geht darum, auf die Verdienste aller hinzuweisen und ihre Arbeit zu würdigen. Zu den Dienstleistungen gehören nicht nur die Angehörigen, die in der Armee ihre Dienst erfüllt haben.

Ich wage daran zu erinnern, dass nur eine Schlacht in der Schweiz wirklich geschlagen wurde, und zwar von den Bauernfamilien. Es war die Anbauschlacht, die unseren Vorfahren grosse Arbeit abverlangte, aber für unser Volk eine grosse Genuztuung war. Es war eine grossartige Leistung, und auch diese müsste hier erwähnt werden, wenn wir diese Gedenkstunde hier in diesem Rat vorverlegt und verschoben haben. Ich finde es stossend, wenn wir von politischem Kitsch sprechen. Herr Herzog hat kein Recht, unsere Geschichte lächerlich zu machen und von überbordender Aktivität zu sprechen. Das kann er höchstens in diesem Zusammenhang diesem Rat vorwerfen.

Ich danke dem Bundesrat und hoffe, dass die Organisatoren mit diesen Veranstaltungen in der Lage sind, jenen Rahmen, den ich hier aufzeigen wollte, zu stecken.

Ich bitte Sie, dem Nachtragskredit zuzustimmen.

Frau Fetz: Ich möchte ein paar Bemerkungen darüber machen, was mir an Stil und Inhalt der Debatte aufgefallen ist. Von allen Befürwortern und Befürworterinnen des Kredites ist gesagt worden, es gehe nicht darum, den Kriegsbeginn zu feiern, sondern der Aktivdienstgeneration zu danken.

Tatsache ist und bleibt aber, dass die Schweiz mit dieser «Diamant»-Uebung als einziges Land der ganzen Welt den Kriegsbeginn feiert. Das wird nicht nur im Ausland kaum verstanden; das ist auch in der Schweiz von unabhängiger und unverdächtig Seite kritisiert worden. Ich zitiere: «Jüngstes Beispiel für die Verschiebung der Proportionen sind die geplanten gigantischen Erinnerungsfeierlichkeiten zur fünfzigsten Wiederkehr der Mobilmachung von 1939. Auch in den Augen ausländischer Staaten, die damals schwerste Verluste an Menschen und Material erleiden mussten, nähme sich eine Schweiz im Mobilmachungsfeiertag etwas merkwürdig aus.» Offensichtlich fühlte sich auch die «NZZ» – dieses Zitat stammt vom 4. März – beim Gedanken an die Kriegsbeginnfeiern mehr als unwohl. Dies nur an die Adresse der bürgerlichen Parlamentarier hier drinnen. Von allen Befürwortern des 6 Millionenkredites wurde behauptet, die «Diamant»-Uebung habe nichts mit Propaganda gegen die GSoA-Initiative zu tun, sondern es gehe lediglich darum, der Aktivdienstgeneration zu danken. Tatsache ist aber, dass im 6 Millionenbudget für die Veteranenfeier lediglich 700 000 Franken vorgesehen sind, über 4 Millionen hingegen für Wanderausstellungen und für Öffentlichkeitsarbeit. Der Verdacht, dass dieser Posten Teil einer Kampagne gegen die Initiative sei, bleibt nach wie vor bestehen.

Und nun zum Stil hier drinnen. Um möglichst abzulenken von den gravierenden Schönheitsfehlern bei dieser Uebung Kriegsbeginnfeier und mögliche Propaganda gegen die Initiative, wird nun eine Attacke gegen die Gegner und Gegnerinnen dieser Vorlage, dieses Kredites geritten, die gar nichts mehr mit dem Inhalt zu tun hat. Die Attacke reduziert sich auf den Vorwurf, wir würden der Aktivdienstgeneration ihr Zusammentreffen, ihre Erinnerungsfeiern, ihren Spass missgönnen. Das ist nun wirklich an der Sache vorbeigeredet. Darum geht es niemandem, auch keiner Frau, in diesem Saal. Diese Verschiebung der Auseinandersetzung hat zur Folge, dass eine differenzierte Auseinandersetzung über den Sinn und Zweck dieser «Diamant»-Uebung und auch eine kritische Auseinandersetzung mit unserer Geschichte nicht mehr möglich ist – in einem solch aggressiven Klima ist sie nicht mehr möglich, aber nach 50 Jahren wäre es jetzt schon an der Zeit. Höhepunkt in der Art der Auseinandersetzung war das Votum des freisinnigen Fraktionssprechers. Indem er einem Kollegen die Legitimation zur Kritik durch persönliche Diffamierung und durch eine rassistische Äusserung absprach, hat er auf entsetzliche Weise an einen gewissen politischen Stil der damaligen Zeit angeknüpft, der heute leider, leider wieder aktuell ist,

nämlich an das Appellieren an niedrigste fremdenfeindliche Instinkte. Auf diese Weise grenzt man Menschen aus und macht sie aufgrund ihrer Herkunft oder auch ihrer Rasse mundtot. Bei der ganzen Debatte werde ich den Verdacht nicht los, dass das Danken an die Aktivdienstgeneration für andere Zwecke missbraucht wird.

Ein weiterer Schönheitsfehler betrifft die Frau. Ich habe noch selten eine Debatte erlebt, wo so viel von den Frauen geredet und den Frauen so viel gedankt worden ist. Doch was hat diese weibliche Generation davon? Es ist die gleiche Generation, die in den krisenhaften dreissiger Jahren wegen Doppelverdienst beschimpft worden ist, es ist die gleiche Generation, die wegen schlechter Löhne, schlechter Bildungschancen und ungerechter Sozialversicherungssysteme heute magerste AHV-Renten hat, und es ist die gleiche Generation, die als Dank für ihre Leistungen im Krieg noch fast 30 Jahre auf das Frauenstimmrecht warten musste. Angesichts dieses Hintergrundes, der sich auf jedes einzelne Frauenleben von damals ausgewirkt hat, tönen die Dankesworte für mich hohl und heuchlerisch, und ich wünsche mir – und ich denke, es ist auch höchste Zeit –, dass sich diese verbale Dankbarkeit den Frauen gegenüber endlich auch einmal materiell auswirkt, und zwar indem die Situation der Frauen wirklich verbessert wird.

M. Rebeaud: Si j'étais partisan de l'initiative pour une Suisse sans armée, je remercierais le Conseil fédéral du magnifique cadeau qu'il me ferait. Quels que soient les efforts que l'on accomplisse sur sa propre imagination, il est impossible de ne pas faire un rapprochement immédiat entre le vote sur cette initiative et le crédit que nous devons approuver. C'est une maladresse à peine compréhensible que le Conseil fédéral et les organisateurs de la manifestation ne l'aient pas fait. D'ailleurs, le débat lui-même montre à quel point les 4 millions, consacrés à la propagande, aux relations publiques, à des recherches ou à des expositions sur ce que fut l'armée servent, *a contrario*, aux partisans de l'initiative pour montrer le bien-fondé de leur démarche.

Je ne me prononcerai pas sur le fond, car j'ai déjà dit que je n'étais pas un partisan de cette initiative mais, tout de même, comme citoyen, je trouve gênant de voter aujourd'hui un crédit dont une partie importante, probablement la plus grande, sera utilisée pour défendre une thèse officielle sous couleur d'une commémoration.

Il n'est pas mauvais que la commémoration se fasse. Je pense qu'il est juste que le peuple suisse, cinquante ans après, manifeste sa reconnaissance à ceux qui se sont sacrifiés durant plusieurs années pour assurer la sécurité du pays, même d'ailleurs si nous n'avons aucune certitude sur l'utilité réelle de l'armée à cette époque.

Je ne partage pas les certitudes de M. Jeanneret selon lequel la Suisse aurait probablement été envahie par l'armée allemande si la mobilisation n'avait pas eu lieu; je ne partage pas non plus les convictions péremptoires contraires de M. Ziegler, selon lequel l'armée n'aurait servi à rien du tout. Il cite Max Frisch et je trouve que c'est très bien, car je l'aime beaucoup. Mais, un écrivain de génie, additionné à un sociologue – fut-il même lui aussi de génie – ne donne toujours pas un historien crédible.

Nous n'avons pas besoin d'avoir des certitudes sur l'utilité de l'armée durant cette période. Il nous suffit de savoir que des gens qui ont accompli leur devoir ont eu de la peine. Il n'est pas nécessaire de déterminer si le sacrifice a été réellement utile – on ne pourra jamais le prouver – pour manifester notre reconnaissance au dévouement de cette génération.

Je vous engage à soutenir la proposition de M. Hafner pour les raisons précitées, de donner aux mobilisés de l'époque de quoi fêter, sans faire trop de déficit, mais d'éviter de tomber dans le panneau de la propagande qui aurait des effets inverses.

Dans le cas bien vraisemblable – c'est presque couru d'avance – où la majorité de ce Parlement votera tout de même les 6 millions, je vous supplie d'accepter au moins la proposition de Mme Stocker. C'est peut-être une affaire de femmes. Mais, à mon grand regret, j'ai constaté qu'elles ne sont pas

toutes d'accord dans cette enceinte pour soutenir cette suggestion.

Je me permets alors de jouer les arbitres entre Mme Aubry et Mme Paccolat. Je crois que Mme Aubry a raison. Un montant de 300 francs par femme dans le besoin n'est pas de la politique sociale. C'est un cadeau de reconnaissance, c'est un geste à la fois réel et symbolique. Je crois que pour une femme qui a de la peine à se débrouiller dans certaines conditions de notre vie urbaine notamment, une somme de 300 francs n'est pas rien. C'est appréciable. Je pense que c'est le minimum pour faire passer la pilule.

Je vous recommande donc chaleureusement, si vous acceptez les 6 millions, de faire au moins ce geste en faveur de la partie de la population la plus défavorisée de notre pays.

Cincera: In dieser Debatte wurden zwei Worte dauernd missbraucht oder falsch interpretiert; ich meine das Wort «feiern», und ich meine das Wort «Krieg». Man kann Hochzeiten feiern, man feiert aber auch Abdankungen. Allein schon aus diesem Beispiel heraus sehen Sie, dass mit dem Wort «feiern» nicht einfach eine Jubelveranstaltung vorgesehen ist, sondern ein Anlass, an dem an etwas gedacht werden soll, das in unserem Lande doch immerhin eine recht grosse Bedeutung hatte. Man spricht immer vom Kriegsbeginn. Wir wollen einen Anlass schaffen, der an die Mobilmachung erinnert, die nötig wurde, weil totalitäre Systeme ausserhalb unseres Landes einen Krieg begannen. Es geht darum, an die Umstände zu erinnern, unter denen damals die Schweizer einrücken mussten, einrücken in einer viel unkonfortablen Situation, als das heute der Fall wäre. Die wirtschaftliche Lage war damals nicht so von Wohlstand geprägt wie heute, die Polster der Leute waren noch nicht so gross, und es gab noch keine Erwerbsersatzordnung. Dies alles beschäftigte die Leute damals viel stärker, als man es sich heute noch vorstellen kann.

Zudem können wir das Datum 1939 nicht verschieben. Das hat sich aus der Geschichte ergeben, und wenn jetzt im Jahre 1989 eine Abstimmung über die Abschaffung der Armee stattfindet, so ist das vielleicht eine gewisse Zufälligkeit.

Es wurde auch immer von Geschichtsaufarbeitung gesprochen. Zur Geschichtsaufarbeitung gehört aber auch, die Umstände sichtbar zu machen, unter welchen damals unsere Wehrmänner einrücken mussten, und darzulegen, mit welcher Selbstverständlichkeit die Frauen von einem Tag auf den anderen jene Funktionen übernahmen, die das zivile Leben weiterfunktionieren liessen. An diese Anlässe könnte man z. B. gehen, um zu hören, wie und was diese Generation damals erlebte. Vielleicht könnten wir daraus etwas lernen und die Geschichte aufarbeiten.

Es wurde auch immer wieder von Toleranz gesprochen. Von den Kritikern dieser Anlässe wurde immer wieder Toleranz gegenüber ihnen, den Kritikern, gefordert. Toleranz ist aber keine Einbahnstrasse. Es ist ebenso Ausdruck von Toleranz, wenn Sie jetzt diesen 140 000 Angemeldeten durch die Zustimmung zum Nachtragskredit diesen Anlass ermöglichen.

Herr Ziegler: Max Frisch, das anerkenne ich, mag wohl der grösste Schriftsteller unseres Kontinentes sein. Das heisst aber noch lange nicht, dass er der einzige ist, der die Wahrheit kennt. Sein Beitrag ist es, uns mit seinen Worten zum Nachdenken anzuregen. Aber das Ergebnis des Nachdenkens darf durchaus auch ein kritisches sein. Ich mache es so. Auch das ist Ausdruck von Toleranz.

Steffen: Ich bin überzeugt, dass wir nach dieser überlangen Debatte dem Nachtrag zum Voranschlag für 1989 von 6 Millionen Franken für die Gedenkanlässe 1939 zustimmen werden. Weil ich etwas gegen Redezeitverschwendung habe, spreche ich kurz.

Ich empfehle den Antragstellern, ihre Aenderungsanträge zurückzuziehen, insbesondere auch jene, die auf die Leistungen der Frauen während des Zweiten Weltkrieges hinweisen. Dieser Einsatz der Frauen ist unbestritten, und er findet heute und morgen die verdiente Würdigung: heute beispielsweise im «Bund» auf Seite 2 und morgen auch, z. B. im Herbst dieses Jahres sicher und spätestens im Jahre 1995.

Jetzt mein Aufruf an die Adresse der Frauen hier im Saal und

landauf, landab: Warum «zeigt» man es den Männern nicht, indem die Frauenorganisationen für den Herbst 1989 über die Frauenvereine in den Gemeinden Dankveranstaltungen organisieren, zu denen die Frauen der betroffenen Jahrgänge eingeladen werden? Warum nicht zusammen mit den Männern, wie dies Frau Eppenberger vorschlägt? Heutzutage sprechen Frauen oft von Selbstentfaltung, Dynamik, Phantasie und Kreativität. Ich bin davon überzeugt, dass die Frauen in solchen Begleitfeiern das besinnliche Element ihrem Wesen nach besser pflegen würden. Es wäre sehr sympathisch, wenn neben dem Klingen der Gläser auch das Läuten der Kirchenglocken zu vernehmen wäre.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen Zustimmung zum Betrag von 6 Millionen Franken, und den Frauen wünsche ich Kreativität und Mut zur Tat.

Oehler: Wir mussten uns heute und schon am vergangenen Donnerstag sagen lassen – heute von Frau Grendelmeier –, es sei zynisch, dass wir den Kriegsausbruch feiern liessen, dass wir 6 Millionen Franken ausgeben, um diesen Anlass zu feiern. Ich möchte darauf folgendes entgegnen: Eine derartige Aussage empfinde ich mehr als nur zynisch. Ich finde es eine gemeine, falsche und hinterhältige Unterschiebung.

Wir bewilligen in diesem Rat mit Unterstützung der gleichen Kreise, die heute die 6 Millionen Franken bekämpfen, unter dem Titel «Pro Helvetia» Beträge in gleicher Höhe, damit wir beispielsweise in Ostblockstaaten Bücher und Schriften von Schriftstellern ausstellen lassen können, die unser Land verhöhnern. Diese gleichen Kreise gehen hin – mit wehenden Fahnen –, bezahlen Billets und nehmen an Veranstaltungen teil, die durch unsere Steuerzahler bezahlt werden. Wenn ich die Beträge der vergangenen Jahre zusammenzähle, haben wir hierfür 20 Millionen Franken ausgegeben, und es werden mindestens nochmals so viel sein. Einer dieser Herren, offenbar der grösste lebende Schriftsteller deutscher Zunge – aber scheinbar schämt sich Herr Ziegler, die Worte des Herrn Frisch in deutsch vorzulesen, so dass er sie zuerst übersetzen lassen musste –, gehört zu diesem Kreis.

Ich bin auch einer, der während des Krieges zur Welt gekommen ist. Als Herr Ziegler bei Kriegsausbruch vermutlich noch in nassen Windeln im Kinderwagen lag, war ich noch nicht da. Aber heute bin ich froh und dankbar, dass mein Vater damals im Rheintal während Jahren – zusammen nicht mit seinen Klassenkameraden, Herr Braunschweig, sondern mit seinen Dienstkameraden – an der Grenze stand (wir wohnen an der Grenze) und meine Mutter mit uns Kindern nicht irgendwohin ziehen musste. Wenn nun mein Vater beispielsweise die Lust und die Freude hätte – er kann leider aus physischen Gründen nicht mehr mitmachen –, seine damaligen Dienstkameraden zu treffen, dann wäre ich froh, wenn er das tun könnte. Die meisten von ihnen sind nicht auf die Franken oder die Medaille angewiesen, damit letztlich auch nicht auf die 6 Millionen Franken, die wir für die Uebung «Diamant» auszugeben haben. Aber wer unser System kennt, der weiss, dass wir für derartige Mittel auf diesem Weg einen Kredit zu bewilligen haben. Ich höre das Geschrei, das entstanden wäre, wenn das EMD, der Bund, hier Geld ausgegeben hätte, ohne dass wir hierüber in diesem Saal gesprochen hätten.

Herr Braunschweig legt nun dar, auch der Name der Uebung «Diamant» sei hart. Von den gleichen Kreisen hörten wir vor drei, vier Jahren noch, in einer Uebung dürfte keine Seite die Bezeichnung «Rot» haben, geschweige denn «Braun» oder «Blau». Nach den vergangenen Wochen wird es so sein, dass die Parteien in militärischen Uebungen auch nicht mehr «Gelb» heissen dürfen.

Wenn Frau Haller hier darlegt, sie schäme sich, wenn wir derartige Uebungen durchführen, muss ich sagen: Wir oder einige von uns schämen uns, wenn in diesem Saal von angeblichen Volksvertretern derartige Argumente an die Adresse der Soldaten und Wehrmänner von damals gerichtet werden!

Ich habe die Strickübung am vergangenen Donnerstag hier gesehen und habe sie nachher nochmals am Fernsehen angeguckt. Ich bin froh, dass wir derart strickkundige Ratsmitglieder haben. Ich frage mich aber, ob nicht die eine oder andere dieser Damen ihre Strickkunst für diese Demonstration

noch hat lernen müssen. Da halte ich es mit meiner Ratskollegin aus dem Kanton St. Gallen, Frau Eppenberger, die gesagt hat, unsere Ratskolleginnen hätten ihrer Sache damit einen Bärenienst erwiesen.

Für mich ist die Uebung «Diamant» kein pietätloser Anlass, sondern ein Dank an jene, die damals an der Grenze standen oder zu Hause ihre Arbeit verrichteten. Ich lasse mir nicht vorwerfen, dass wir, die wir für diese Uebung «Diamant» eintreten, in Hurra-Patriotismus machten. Ich frage Sie: Ist es nicht angebracht, wenn auch wir Junge zum Ausdruck bringen, dass wir Patrioten sind, dass wir diese Heimat gerne haben und dass wir dafür einstehen? Und wenn die Uebung «Diamant» dazu jener Generation von damals hilft, dann bin ich dafür, dass wir hier mitmachen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, alle Minderheitsanträge abzulehnen.

Bonny: Ich erhalte den Eindruck, dass das, was wir da aufführen, etwas mit politischem Theater zu tun hat, und ich möchte sofort beifügen: mit politischem Theater von nicht unbedingt guter Qualität.

Angefangen hat dieses Theater mit der kabarettistischen Einlage unserer strickenden Nationalrätinnen. Immerhin gestehe ich gerne zu, dass diese Einlage bei mir den Vorteil hatte, dass ich an ein anderes 50-Jahr-Jubiläum erinnert wurde. Ich war nämlich vor genau 50 Jahren im Kindergarten, und dort hat man sich mit nicht gerade grossem Erfolg bemüht, mir das Stricken beizubringen.

Ich pflichte Herrn Ruckstuhl bei: Er hat Recht, die ganze Angelegenheit wurde nicht durch die Organisation des «Diamant» – denn eine Uebung mit über 100 000 Teilnehmern kann man ja nicht improvisieren – recht eigentlich zu einer Staatsaktion, sondern durch den erbitterten Widerstand gegen die Vorlage und durch die Vielzahl der Aenderungsanträge, die nun eingereicht worden sind. Ich möchte mich vor allem gegen etwas wehren:

Es wurde verschiedentlich – zuletzt durch Frau Fetz, die ja Historikerin ist – gesagt, wir feierten den Anfang des Krieges. Das ist einfach nicht wahr. Wir feiern die 50 Jahre der Mobilmachung, und gerade aus historischer Sicht – ich bin selber nicht Historiker, aber ich interessiere mich dafür – ist es ganz entscheidend zu wissen, welchen Stellenwert diese Mobilmachung in der Geschichte hat: Die Mobilmachung war die Erstellung der Abwehrbereitschaft dieses Landes, war das Bedenken gegenüber der Achse – den Nationalsozialisten und den Faschisten –, dass unser Land entschlossen war, seine Freiheit und Unabhängigkeit zu verteidigen. Dass wir das nun feiern, hat nichts mit dem Anfang des Krieges zu tun, sondern es hat mit dieser Mobilmachung zu tun.

Ich nehme auch Ihren Antrag, Frau Stocker, nicht zu seinem vollen Nennwert. Sie beantragen die Verdoppelung des Kredites von 6 auf 12 Millionen, wobei der zweite Teil den Frauen gewidmet wäre – mit einer Sozialkomponente. Was ich an Ihrem Antrag kritisiere, ist nicht dieser zweite Teil. Ich finde es nicht ehrlich von Ihnen, dass Sie als engagierte Kämpferin für die Armeeabschaffungs-Initiative – was Ihr gutes demokratisches Recht ist – so tun, als ob Sie 6 Millionen Franken auch für den Militärteil einbauen wollten. Das finde ich nicht ganz ehrlich, da habe ich lieber einen Antrag, der schlicht und einfach auf Streichung lautet. Dann sind die Positionen klar bezogen.

Es wird auch gesagt, man könnte die Feier auf das Jahr 1995 verschieben. Gerade jene Leute, die die Mobilmachung mitgemacht haben, sind heute mindestens 70 Jahre alt. Die Spanne würde etwa bis zum 100. Lebensjahr reichen. Sechs Jahre Verschiebung bedeuten, dass Tausende von diesen Leuten, die im Jahre 1939 zwanzigjährig und älter waren, wegen Tod oder Altersgebrechen nicht mehr dazu kämen, an diesen Gedenkfeiern teilzunehmen.

Schliesslich noch eine finanzielle, pragmatische Ueberlegung. Herr Bundesrat Stich, ich glaube, die 6 Millionen Franken machen ungefähr 0,2 Promille unseres Bundesfinanzhaushaltes aus. Es ist also eine verschwindend geringe Summe. Mit dieser kleinen Summe machen wir aber ein Geschenk für etwa 140 000 bis 150 000 Teilnehmer. Also eine

ausserordentlich günstige Relation: Der Staat vermittelt einmal vielen Bürgern dieses Landes etwas, wenn es auch nur ein «Spatz» ist. Gönnen wir doch diesen Anlass all jenen Leuten, die sich nun freiwillig und mit Freude gemeldet haben. Stimmen wir dieser Vorlage zu, ohne daraus ein grosses Theater zu machen!

Wiederkehr: Manchmal schien es mir bei den Voten, wie wenn wir hier in diesem Saal einen Konsens hätten, nämlich den, das EMD habe günstige Daten verpasst und wolle jetzt etwas nachholen. Es ist tatsächlich so, wie Herr Bonny sagt: Wenn man erst 1995 «50 Jahre Kriegsende» feiern würde, dann wäre die Zahl der ehemaligen Kameraden doch schon so zusammengeschrunpft, dass es sich kaum mehr lohnen würde, dafür soviel Spatz kochen zu lassen.

Wir feiern nun also den Kriegsbeginn: Die hohen Wogen der Emotion darüber hier in diesem Saal sind nichts anderes als der Spiegel der Emotionen draussen im Volk, und zwar zwischen Alten und Jungen und noch ein bisschen Jüngeren, als Herr Oehler selber von sich gesagt hat, er sei es.

Ich habe Kontakt mit vielen dieser Jungen. Sie sind nicht schockiert darüber, dass man jetzt den Kriegsausbruch feiert, dass man die Frauen vergessen hat; es ist schlimmer: diese Jungen lachen. Sie lachen, teils belustigt, teils ironisch und teils zynisch, und sagen, es sei «typisch für die unheilbar antiquierte Heldenmentalität einiger EMD-Machos», eben diesen Kriegsausbruch zu feiern und die Frauen dabei zu vergessen. Sollte es Absicht gewesen sein, diese Feiern genau vor der Abstimmung über die Armee-Initiative anzusetzen: die Rechnung geht nicht auf. Die Jungen machen nicht mit. So wie ich es beobachte, hat das EMD sich selbst, vor allem aber dem Dialog der jungen Leute mit den älteren über unsere Armee einen Bärendienst erwiesen. Das könnte sich in der bevorstehenden Abstimmung noch auswirken. Vielleicht ist es besser, das Debakel nicht noch grösser zu machen, als es schon ist, und einem der Anträge, weniger Geld auszugeben, zu folgen.

Frau Daepp: Dass mit dem Projekt «Diamant» spät begonnen wurde, ist uns allen klar. Dass unsere Veteranen einen Gedenktag miterleben dürfen, ist für mich unbestritten.

Doch nun zu den Frauen: Haben Sie keine Angst, ich mache weder ein Theater, noch werde ich stricken! Ich möchte einige Punkte klar, kurz und sachlich vorbringen: Seit Ende 1988 arbeiten sämtliche schweizerische Dachorganisationen der Frauen mit dem EMD zusammen, und zwar punkto Ausstellung in Bern und Wanderausstellungen. Ich muss sagen, dass unsere Wünsche und Anliegen einbezogen wurden und wir sehr gut mit den betreffenden Organen, den verantwortlichen Personen, arbeiten konnten.

Statt die Veranstaltungen und Ausstellungen anzuzweifeln, würde ich allen empfehlen, die Pläne genauer anzusehen. Es ist auch ein Frauentag geplant. Ich wäre sehr dankbar, wenn dies in der Presse erscheinen würde. Weiter ist geplant, dass an den Gedenkanklässen je eine Frau und ein Mann sprechen werden. Würden wir die vorgesehenen Pläne akzeptieren, wären Veteranen und Veteraninnen gleichgestellt.

Deshalb empfehle ich Ihnen, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

Stucky: Es ist selten, dass ich einem Antrag von Frau Bär zustimmen kann; diesmal kann ich es aber aus voller Ueberzeugung tun. Frau Bär schlägt vor, eine Gedenkmünze auch für Frau Gertrud Kurz prägen zu lassen und entsprechend den Gesamtbetrag von 6 auf 7 Millionen aufzustocken. Der Vorschlag ist gut:

1. Er schafft ein Gegengewicht zur militärischen Seite, indem er auch die humanitäre Seite jener schweren Jahre zeigt.

2. Es handelte sich bei Frau Gertrud Kurz um eine ausserordentlich mutige Frau. Ich habe sie als Kantonsschüler kennengelernt, da sie in meinem Elternhaus verkehrte. Ich muss allerdings beifügen: So, wie ich sie kannte, wäre Frau Kurz wahrscheinlich selbst erschrocken, wenn nicht gar entsetzt, dass man ihr Konterfei auf eine Münze prägt. Im Grunde genommen passt der Vorschlag insofern nicht. Darum lege ich auch Wert darauf, dass man mit dieser Münze dokumentieren soll,

was die Schweiz – wenigstens ansatzmässig – während der Kriegsjahre im humanitären Bereich zu machen versucht hat. Deshalb empfehle ich Ihnen Zustimmung zu diesem Antrag. Ich möchte aber nicht weitergehen und möchte diesen Antrag also nicht mit dem Antrag von Frau Bämlin verknüpfen. Finanziell sollen beide Beträge, nämlich der Gewinn aus der Prägung der General-Guisan-Münze wie derjenige der Gertrud-Kurz-Medaille, genau gleich verwendet werden! Das heisst, der Prägegewinn soll nachher der Wanderausstellung zugute kommen.

Graf: Kaum jemand, der einen Anlass organisiert, erntet lauter Zuspruch und Lob. Und je grösser und umfangreicher ein solcher Anlass ist, um so mehr Angriffspunkte bietet er zumeist. Jeder von uns, der einmal an der Spitze eines Organisationskomitees stand, weiss um diese leide Tatsache. Auch bei der Organisation der Mobilmachungsfeiern läuft mit Sicherheit nicht alles rund und fehlerfrei. Man sollte aber die Unebenheiten nicht hochspielen, und besonders scharf abzulehnen und zurückzuweisen sind die Versuche, das ehrliche Bemühen der für die Erinnerungsfeiern Verantwortlichen auf alle Arten zu torpedieren.

Peinlich berührt es insbesondere, dass schrille Töne von Leuten kommen, die sich kaum jemals für unser Gemeinwohl eingesetzt haben, von Aufbauen, von Füreinander-Dasein, von Gemeinschaftssinn verstehen sie nichts, weil ihnen das fremd ist. Zur Nachhilfe ein kurzer Blick zurück: Mit der Mobilmachung 1939 begann für das Schweizervolk eine Zeitepoche, wo es sich näher kennenlernte, wo das Verständnis füreinander und unter den Gesellschaftsschichten erwachte und ständig wuchs, so wie es im Liede heisst, das wir im Aktivdienst jenen sangen: «Einst kannten wir uns nicht, Kameraden rechts und links, und taten unsere Pflicht.» Und dann das Entscheidende in diesem Lied: «Und bei der Pflicht fürs Vaterland das Herze sich zum Herzen fand.» Während die Männer an der Grenze standen, taten die Frauen und Kinder, die Familien zu Hause ebenfalls ihre Pflicht, auch wenn dies vielfach über ihre Kräfte gegangen wäre, hätten nicht die Nachbarn und hilfreiche Kräfte geholfen, denn nicht nur vorne an der Grenze, auch im Hinterland, zu Hause in den Dörfern und Städten, fand man damals zueinander. Und das war keine Selbstverständlichkeit nach Jahren schwerer Wirtschaftskrise und grosser Arbeitslosigkeit.

Die Aktivdienstgeneration darf auf das, was sie geleistet hat, stolz sein. Sie war es auch, die dafür gesorgt hat, dass die AHV verwirklicht wurde, eben aus dem Erlebnis des Füreinander-Daseins und des Zusammengehörigkeitsgefühls heraus. Das ist der Boden, auf dem unser grosses Sozialwerk gewachsen ist.

Dieser Geschlossenheit zu gedenken, in der unser Land der äusseren Bedrohung standhielt, ist gerade der Sinn der bevorstehenden Feier!

Zu behaupten, es werde der Kriegsausbruch gefeiert, ist eine perfide Unterschiebung. Wenn es die Vertreterinnen und Vertreter der jüngeren Generation nicht genauer wissen oder nicht verstehen, hätten sie schon aus Dankbarkeit all jenen gegenüber, die während der Krisen- oder Kriegsjahre für unser Land grosse persönliche Opfer gebracht haben, besser geschwiegen, statt ständig darüber nachzusinnen, auf welche Weise von diesem Staate profitiert werden kann. Für sie gilt offensichtlich das Lateinische *ubi bene ibi patria*. Dort, wo es mir gut geht, da ist mein Vaterland. Für mich wird das Wort Vaterland nie auf diese Stufe hinabverkommen, weder jetzt noch in Zukunft. Doch das, Herr Herzog, können Sie eben nicht nachvollziehen. Ich weise Ihre Ausführungen zurück und protestiere mit aller Entschiedenheit dagegen, auch im Namen aller, die, wie ich, noch Aktivdienst geleistet haben.

Schon am 18. Juni 1980 fragte ich Sie hier in diesem Saale – ich zitiere aus meinem damaligen Votum –: «Woher nehmen Sie eigentlich den Mut, unsere militärischen Institutionen permanent zu diskreditieren, und warum tun Sie das?» Ich frage Sie heute nach fast genau neun Jahren wiederum: «Warum tun Sie das?» Wenn Sie sonst nichts hinderte, Ihr Votum von sich zu geben, hätte gerade Sie wenigstens die Achtung vor unserer Demokratie und insbesondere vor deren

Staatsmaxime der bewaffneten Neutralität davon abhalten müssen!

Gönnen wir den noch lebenden Aktivdienstwehrmännern das Zusammentreffen mit ihren ehemaligen Kameraden. Bewilligen Sie den anbegehrten Kredit, der auch das Gratisbillet ein-schliesst, das manchem von ihnen übrigens die Teilnahme erst ermöglicht.

Mme Pitteloud: J'ai bien écouté les différentes interventions et je partage les avis exprimés ici par plusieurs d'entre vous à propos de cette opération que, à mon avis, on a intitulée bien pompeusement Diamant.

Je voudrais me faire ici l'écho des femmes socialistes et de celles de l'Union syndicale suisse qui, au cours de leurs congrès respectifs, ont protesté énergiquement contre cette célébration de la déclaration de guerre. Elles ont jugé, dans diverses résolutions, que les énormes dépenses prévues étaient indignes de la Suisse et équivalent à une offense aux innombrables victimes de la deuxième guerre mondiale. Ces femmes ont posé leurs propres questions à propos de ces festivités, par exemple: faut-il vraiment, au nom de la nation, remercier les officiers qui se sont retirés avec femme, enfants et fortune, dans le réduit national? Faut-il couvrir d'applaudissements les enthousiastes du service actif qui ne cessent d'évoquer leurs hauts faits? Faut-il enfin blanchir les bénéfices de guerre sur les produits vendus à l'Allemagne durant cette sinistre période?

Leur réponse est bien évidemment non et, à leurs yeux, toutes les femmes et tous les hommes raisonnables de ce pays devraient boycotter ces festivités et, à défaut, il faudrait affecter les millions prévus pour cette célébration à la promotion active des femmes en société ou, encore mieux, à mon avis, à une aide aux personnes de cette génération dans le besoin, car nombreux sont celles et ceux – en particulier les veuves – qui ont vécu l'époque du service actif et qui se retrouvent aujourd'hui avec leur seule rente AVS.

L'idée de boycotter cette commémoration peut choquer M. Loretan. Quant à nous, c'est cette situation qui nous choque.

A propos de cette opération, M. Jeanneret a parlé d'un acte psychologique du Parlement. Or, nous ne pouvons pas nous associer à un tel acte, convaincus que nous sommes que, si la Suisse a survécu au massacre, c'est avant tout grâce aux sacrifices humains consentis par les troupes alliées et que, dans l'évocation de 1939, un peu de modestie s'érigerait à la Suisse.

Les propositions de Mmes Stocker, Bär et Bäumlín indiquent que, si les hommes axent les commémorations sur le passé et l'exaltation d'une légitime camaraderie, nombreuses sont les femmes qui sont convaincues que la seule justification de la commémoration d'un moment pareil est de poser des jalons pour éviter le retour d'un tel cataclysme. C'est ainsi que les Femmes pour la paix, par exemple, ont demandé qu'un crédit équivalent soit accordé au fonds pour la paix qui finance des projets de recherche dans ce sens.

Il ne s'agit donc pas, à mes yeux, comme le voudrait Mme Paccolat ou d'autres, d'aménager un strapontin pour les femmes dans ces festivités. Je partage l'avis exprimé ici qu'une manifestation de ce type n'a vraiment pu germer que dans le cerveau de quelques «anciens combattants», au sens large du terme.

On a oublié que, si les femmes étaient actives à l'époque, elles n'avaient pas voix au chapitre. Elles n'avaient pas le droit de vote, elles n'étaient présentes ni dans le Parlement ni au sein des hautes instances. Aujourd'hui, elles ont voix au chapitre, cela ne plaît pas à tout le monde. Certaines d'entre elles développent leur propre lecture du passé et donnent leurs propres options pour le présent et pour le futur. Et je conçois que cela agace certains de nos collègues. J'imagine que lorsque M. Bonny est d'avis qu'il assiste à un mauvais théâtre, il pense que ce sont les autres qui sont de mauvais acteurs.

Néanmoins, je constate que, après tout ce qui a été dit aujourd'hui à propos de l'opération Diamant, l'histoire officielle ne correspond que rarement à l'ensemble de la réalité et qu'une partie de ce Parlement n'adhère pas à l'histoire officielle de cette période.

C'est pourquoi je vous invite à soutenir les propositions Stocker, Bär, Bäumlín ou, à défaut, celle de M. Spielmann.

Fehr, Berichterstatter: Ich spreche zuerst zum Nachtragskredit «Gedenkanklässe Mobilmachung» und möchte noch eine Ergänzung bezüglich der Kosten anbringen, weil verschiedene Votanten in ihren Angaben hier nicht ganz präzise waren. Der Nachtragskredit von 6 Millionen Franken, den der Bundesrat anbegehrt, ist nicht identisch mit den Gesamtkosten der Gedenkanklässe. Diese Gesamtkosten liegen höher – bei etwa 7 Millionen Franken. Je eine halbe Million werden gedeckt aus dem Prägegewinn bzw. aus ordentlichen Budgetmitteln des EMD, Oberkriegskommissariat, so dass dann per Saldo noch dieser Nachtragskredit resultiert.

Zu den Anträgen. Ich habe bereits im Eintretensvotum ausgeführt, dass in der Kommission nur jene Anträge vorlagen, die als Minderheitsanträge auf der Fahne aufgeführt sind. Die Kommission hat hiezu wie folgt Stellung genommen. Sie hat in einer ersten Eventualabstimmung dem Antrag Jaeger gegenüber dem Antrag von Herrn Rudolf Hafner mit 11 gegen 3 Stimmen den Vorzug gegeben; dann hat sie in einer zweiten Eventualabstimmung dem Antrag Züger gegenüber dem Antrag Jaeger mit 13 gegen 2 Stimmen den Vorzug gegeben, und schliesslich hat sie in der Hauptabstimmung dem Vorschlag des Bundesrates gegenüber dem Antrag Züger mit 11 gegen 7 Stimmen den Vorzug gegeben.

Die übrigen Anträge lagen – wie gesagt – der Kommission nicht vor. Ich kann sie daher nur persönlich wie folgt beurteilen: Zu den Streichungsanträgen, also Hauptantrag Herczog und Antrag Spielmann: Wie Sie der Begründung auf Seite 17 der Botschaft entnehmen können, sind 2 Millionen als gewöhnlicher Vorschuss von der Finanzdelegation bereits rechtsgültig bewilligt worden, und es sind auch entsprechende Verpflichtungen eingegangen worden. Streichungsanträge sind daher nicht möglich, und ich möchte Ihnen empfehlen, sie abzulehnen.

Was den Eventualantrag Herczog anbelangt, so entspricht er im Grundsatz dem Antrag der Minderheit I, also dem Antrag Züger, indem er auch eine Kompensation vorschlägt, nur bei einer anderen Rubrik.

Wie ich Ihnen dargelegt habe, hat die Kommission mehrheitlich eine Kompensation abgelehnt, und zwar dem Grundsatz nach. Strittig war nicht, bei welcher Rubrik, sondern es ging um den Grundsatz, und mit ihm war die Kommission nicht einverstanden. Sie hätte das zweifellos auch beim Eventualantrag Herczog so gehalten.

Zu den Anträgen, die Mehrausgaben vorsehen, also zu den Anträgen von Frau Bär und Frau Stocker: Entsprechende Anträge lagen der Kommission nicht vor. Ich weiss daher auch nicht, wie sie reagiert hätte, ob sie im Sinne ihrer generellen Haltung, den Aufwand in Grenzen zu halten, sehr skeptisch gewesen wäre und eher zu einer Ablehnung geneigt hätte oder ob sie im Sinne der Voten von Herrn Rebeaud, von Frau Aubry, von Herrn Stucky eher der Auffassung gewesen wäre, es gehe hier um bedenkenswerte Ueberlegungen, die geeignet seien, eine nicht ganz unproblematische Uebung vielleicht ausgewogener zu gestalten oder jenen Aspekten und Kreisen, die in der offiziellen «Diamant»-Regie nicht genügend berücksichtigt seien, angemessene Rechnung zu tragen. Wie gesagt: Ich kann Ihnen keine Stellungnahme der Kommission bekanntgeben und muss den Entscheid Ihnen überlassen. Das gleiche gilt für den Antrag von Frau Bäumlín, der ebenfalls nicht vorlag.

Zusammenfassend empfehle ich Ihnen, dem Vorschlag der Mehrheit der Kommission zu folgen, weise aber darauf hin – Sie sehen das auf der Fahne –, dass ich persönlich zur Minderheit I gehöre.

Nun zu den Anträgen der Verwaltungskommission. Sie liegen Ihnen in Form der Anträge Ruffy und Widmer vor. Ich habe auch bereits dargelegt, dass die Kommission zurückhaltend war, weil sie das Abweichen vom üblichen Verfahren nicht unbedingt stützen wollte, dass sie aber beschlossen hat, den beiden Anträgen nicht zu opponieren. Ich halte aber für wichtig – und unterstreiche das nochmals –, was Herr Widmer in seiner Begründung an Präzisierungen ausgeführt hat, nämlich dass

es beim Verpflichtungskredit um bauliche Massnahmen im Untergeschoss des Parlamentsgebäudes im Sinne von Sofortmassnahmen gehe und dass es nicht um die Realisierung eines im Entwurf vorliegenden Raumkonzepts gehe. Dafür, so hat mir die Verwaltungskommission zugesichert, soll das ordentliche Verfahren eingeschlagen werden, was die Kommission auch begrüsst.

M. Frey Claude, rapporteur: J'ai écouté la trentaine d'orateurs qui ont discuté des huit propositions de minorité. J'ai regardé la salle du Conseil national pendant ce débat et je me suis imaginé cette même salle il y a cinquante ans. J'observe qu'il y a un demi siècle, on était contraint, par la force des choses, à aller à l'essentiel; je regrette que ce débat n'ait pas été l'occasion pour ce Parlement de se grandir, de débattre dans la dignité, parce que nous nous sommes trop souvent perdus en chipotant sur la reconnaissance que nous devons à ceux qui nous ont précédés, on a trop souvent discuté de l'opportunité de cette manifestation.

Mme Grendelmeier a posé la question: pourquoi pas plus tôt? M. Züger, Mme Haller lui ont répondu: pourquoi pas plus tard? J'ai le sentiment que ceux qui se sont posés ici la question de l'opportunité étaient de toute façon, quel que soit le moment, opposés sur le fond à cette manifestation; alors qu'on le dise plus franchement.

Pourquoi septembre 1939? Il faut rappeler que pour les Suisses et les Suissesses, septembre 1939, c'est le mois où tout a basculé. Les hommes quittent leur lieu de travail, leur commerce, leur ferme, leur bureau. Les femmes, en particulier celles dont les maris ont des professions indépendantes, doivent assumer des responsabilités considérablement accrues, à une époque où il n'y avait pas la sécurité sociale que nous connaissons et qui est d'ailleurs issue de la guerre. Septembre 1939, c'est donc le bouleversement de la vie civile, professionnelle et familiale et de la vie militaire. Pour notre pays, qui n'a pas connu l'occupation et qui n'a, par conséquent, pas connu la libération, il est normal que septembre 1939 compte tout particulièrement dans la mémoire collective d'un peuple; la nécessité d'une telle manifestation a été démontrée par la réponse des intéressés eux-mêmes, puisque sur 300 000 vétérans encore vivants, 140 000 ont répondu à l'appel.

Je crois que ce débat aura au moins été utile sur un point. Je reprends ici l'esprit de la proposition de Mme Stocker sinon la lettre et je crois que ce débat aura été utile dans la mesure où il aura peut-être permis de mieux souligner le rôle important de la femme dans ces temps difficiles. Il était bon que chacun ici le dise. M. le conseiller fédéral Villiger avait rappelé cette nécessité en commission et il avait exprimé la volonté d'associer les femmes aux manifestations qui sont organisées. Je crois que ce débat montre qu'il faudra encore le faire peut-être d'une manière plus intense.

C'est dans cet esprit que la commission vous propose de rejeter par 11 voix contre 7, la proposition de la minorité I emmenée par M. Züger, de rejeter la minorité II par 13 voix contre 2 et la minorité III par 11 voix contre 3. Nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner les autres propositions, mais les délibérations ont clairement montré que la commission est favorable à la proposition du Conseil fédéral, à l'exclusion des autres propositions.

Enfin les propositions de MM. Widmer et Ruffy concernent l'organisation du Parlement et les premiers travaux nécessaires pour loger l'administration et les services du Parlement en particulier. La Commission des finances n'a pas repris à son compte ces propositions, mais elle vous propose de les approuver. Je rappelle qu'à la suite du crédit de un million de francs demandé par M. Widmer, personne ne sera mis à la porte. Il s'agit d'aménager le sous-sol en vue d'offrir une meilleure infrastructure aux députés et de créer les places de travail nécessaires aux nouveaux collaborateurs. Personne ne sera délogé.

Quant à la proposition de M. Ruffy, elle vise à augmenter de cinq postes l'effectif du personnel pour étoffer les services du Parlement. C'est à une très large majorité que la commission vous propose d'approuver les propositions de MM. Widmer et Ruffy.

Bundesrat Stich: Es ist selten, dass über 6 Millionen Franken so lange diskutiert wird. Ich stelle fest, dass Sie gelegentlich viel grössere Beträge viel leichter beschliessen.

Zugegeben: Man kann bei diesem Nachtrag I verschiedenes kritisieren. In bezug auf «Diamant» muss man kritisieren, dass man es versäumt hat, den ordentlichen Weg zu beschreiten, d. h. eine solche Ausgabe im Budget vorzusehen. Wenn das gemacht worden wäre, hätte die Diskussion vermutlich nicht diesen Umfang angenommen.

Darf ich gleich beifügen, dass noch zwei weitere Anträge vorliegen: ein Antrag des Parlamentes auf Erhöhung um 1 Million Franken für Bauten in diesem Haus. Es ist nicht Sache des Bundesrates, diese Million zusätzlicher Ausgaben zu kritisieren, die Sie für Ihre Bedürfnisse zu beschliessen beabsichtigen, aber es wäre wünschenswert, wenn sich das Parlament auch an die guten Regeln der Haushaltsführung halten würde. Dieser Antrag wäre auch noch mit dem Nachtrag II möglich gewesen.

Zum dritten Punkt: die Stellenbegehren. Ich darf Sie darauf hinweisen, dass man die Parlamentsdienste von 54 auf 59 Stellen aufstockt. Auch hier ist es nicht Sache des Bundesrates, Kritik zu üben, sondern lediglich festzustellen, dass Sie Ihren Personalbestand um rund 10 Prozent erhöhen. Das bedeutet zweifellos, dass die Verwaltung in Zukunft gezwungen sein wird, auch wieder Personalbegehren zu stellen, damit sie alle die Fragen, die Sie zusätzlich stellen können, beantworten kann.

Das Hauptthema ist heute zweifellos «Diamant» gewesen. Wenn man diese Zeit selber erlebt hat, wird es einem wohl nie einfallen, von einer Feier der Mobilmachung oder von einer Feier des Kriegsausbruches zu sprechen, nie! Wenn man diese Zeit erlebt hat, weiss man, dass diese Tage des Kriegsausbruches für alle eine schwere Zeit waren und kaum mit dem Kriegsende zu vergleichen sind – am 28. August ist bekanntlich bereits der Grenzschutz eingerückt, am 1. September war Generalmobilmachung. Das Kriegsende hat man kommen sehen. Auch das wäre für ein neutrales Land kein Grund zum Feiern, denn man hat gesehen und gewusst, wieviele Menschen ihr Leben verloren haben, wieviele verletzt, verstümmelt worden sind. Das wäre für ein neutrales Land auch kein Grund gewesen, zu feiern. Vielleicht ist bei dieser Gelegenheit auch gut, sich daran zu erinnern, dass Frieden zu feiern immer noch schwierig ist. Oder möchten Sie behaupten, wir hätten heute in der Welt Frieden?

Das kann nicht die Frage sein, sondern die Frage ist höchstens die: Lohnt es sich, an diese Tage des Kriegsausbruches zu erinnern, ihrer zu gedenken? Diese Frage können wir bejahen. Denn letztlich schadet es nicht, wenn wir uns mit unserer eigenen Geschichte auseinandersetzen, in der auch in dieser Zeit nicht nur Positives, sondern auch Negatives vorkam. Aber es ist gut, wenn man sich der Geschichte erinnert, wenn man etwas aus der Geschichte lernt, damit wir später nicht belehrt werden müssen: Die Geschichte lehrt, dass die Leute aus der Geschichte nichts lernen. Man kann wohl verstehen, dass Wehrmänner aus der damaligen Zeit ein gewisses Bedürfnis haben, sich wiederzusehen.

Es ist die Frage gestellt worden: Warum «50 Jahre», warum nicht «40 Jahre», warum nicht «25 Jahre»? Interessanterweise hat heute niemand die Frage gestellt, warum man nicht 1964 an die 50 Jahre seit der Kriegsmobilmachung des Ersten Weltkrieges gedacht habe und warum die Leute dort nicht zusammengekommen seien. Ich war damals neu im Nationalrat, und ich muss sagen: Wir hätten daran nicht gedacht. Aber wenn ich mir überlege, warum das so ist, muss ich daran erinnern, dass damit vielleicht auch eine Veränderung in der Betrachtung zusammenhängt, nicht zuletzt in der der Armee. Ich glaube, die Leute, die im Ersten Weltkrieg Dienst getan haben, hätten sich aus allem, was sie erlebt haben, und aufgrund dessen, wie sie behandelt worden sind, vermutlich nicht sehr gerne wieder getroffen. Hingegen ist im Zweiten Weltkrieg in der Schweiz, in der Armee doch etwas geschehen, das vielleicht im Gegensatz zu dem steht, was wir heute erleben. Heute gefallen sich die Leute darin, entweder gegen das eine oder gegen das andere zu sein. Damals hat man vermutlich doch eher versucht, für etwas zu sein, nämlich für die Gemein-

schaft, für die Erhaltung des Friedens, darin war man sich im grossen und ganzen durchaus einig. Und man hat nachher auch gewisse Konsequenzen gezogen. Man hat aus den übriggebliebenen Beiträgen für den Erwerbsersatz bekanntlich die AHV geschaffen. Das war die Grundlage. Das entstammte einem Konsens, der im Volk vorhanden war. Man hat festgestellt: Wir haben diese Zeit mit Glück überstanden, und wir wollen an der Zukunft bauen, und wir wollen auch einen sozialen Ausgleich in die Zukunft hinüberretten.

So gesehen, haben – das ist auch die Meinung des Bundesrates – diese Gedenktage, die organisiert werden, nichts zu tun mit der Initiative zur Abschaffung der Armee. Um hier ganz klar zu sein, um das deutlich zu machen, hat der Bundesrat auch den Abstimmungstermin um einige Monate hinausgeschoben.

Zur Frage, warum man es nicht im Budget aufgenommen hat: Die Erklärung dafür ist, dass hier von der Basis her Impulse gekommen seien, dass das Militärdepartement nicht von sich aus diese Uebung geplant habe. Ich weiss nicht, wo die Basis des Militärdepartementes ist, ob sie bei den Obersten oder weiter unten beginnt. Immerhin sollten wir uns freuen, wenn nicht nur die SP, sondern auch die Armee eine Basis hat. *(Heiterkeit)*

Kritisiert worden ist – mit einem gewissen Recht – auch die Tatsache, dass man offensichtlich die Frauen vergessen hat. Ich glaube, das lässt sich nicht bestreiten. Trotzdem glaube ich nicht, dass man den Antrag von Frau Stocker, der an sich gut gemeint ist, übernehmen kann. Wir haben insgesamt 36 000 Frauen mit dem Jahrgang 1925 und früher, die eine Minimalrente beziehen. Es ist bereits in der Diskussion gesagt worden: 15 000 Frauen sind verheiratet, haben das Glück oder das Pech, jüngere Männer zu haben. Sollen sie auch etwas bekommen, ja oder nein? Sie haben zweifellos mitgearbeitet. Das wäre also kein Grund, sie dafür zu bestrafen.

Aber auf der anderen Seite ist natürlich auch die Einschränkung auf die Minimalrente etwas hart, denn umgekehrt gibt es sicher viele Frauen, die etwas mehr als die Minimalrente bekommen, aber trotzdem nicht zuviel haben. Sie würden dann nichts bekommen.

Hingegen scheint es mir eigentlich vernünftig, wenigstens eine Geste zu machen. Und eine Geste hat Frau Bär vorgeschlagen: Sie möchte gerne 1 Million mehr bewilligen, um eine Gedenkmünze für Gertrud Kurz prägen zu lassen. Das ist eine Idee, die mir sympathisch ist. Sollte Frau Bär ein entsprechendes Postulat einreichen, dann würden wir dieses Postulat entgegennehmen und nachher versuchen, das Problem zu lösen.

Ich muss Ihnen sagen, in diesem Jahr reicht es ohnehin nicht mehr, denn wir brauchen etwa dreiviertel Jahre, bis alles organisiert sein wird. Bekannterweise haben wir die Münzwerkstätte auch reduziert. Wir können also nicht mehr beliebig grosse und beliebig viele Aufträge innert kürzester Zeit ausführen. Aber ich fände beispielsweise eine Möglichkeit, wenn man eine solche Münze das nächste Jahr herausgeben würde, denn das nächste Jahr feiert man den 100. Geburtstag von Frau Kurz. Es wäre eine nette Geste, eine Münze herauszugeben im Gedenken an eine einfache Frau, die sich selbstlos für andere eingesetzt hat. Ueber die Verteilung der Gelder müssten wir hier allerdings noch sprechen.

Für nächstes Jahr haben wir allerdings die Münze bereits beschlossen, nämlich für Gottfried Keller, aber dann feiern wir den 100. Todestag und nicht den 100. Geburtstag. Das wäre vielleicht ein gewisser Ausgleich. *(Heiterkeit)* Vielleicht könnte man sich bei dieser Gelegenheit daran erinnern, dass die Gottfried-Keller-Stiftung letztlich auch von einer Frau gegründet worden ist, die man aber heute nicht damit in Verbindung bringt. Es ist bekanntlich Lydia Escher-von der Linth. Vielleicht wäre das auch eine Reverenz an die Frauen, wenn man die Stiftung Gottfried Kellers auf ihre Gründerin zurückführt.

Von mir aus gesehen wären das diskutable Lösungen. Der Antrag, 1 Million zu beschliessen, ist nicht nötig, denn erstens werden wir die Münze in diesem Jahr nicht mehr prägen können, und zweitens sind die Prägekosten bedeutend

tiefer, und die Million, die wir hier bei «Diamant» eingesetzt haben, entspricht dem Abgabepreis: 200 000 mal 5 Franken.

Die übrigen Anträge, die den Kredit auf 2 Millionen reduzieren möchten, also auf das, was bereits ausgegeben worden ist, sollten meines Erachtens abgelehnt werden, also Antrag der Minderheit II, dann auch jener der Minderheit III (Antrag Hafner Rudolf). Ihr Vorhaben ist nicht mehr möglich, Herr Hafner. Die 2 Millionen wurden ausgegeben für Ausstellungsvorbereitungen und alles mögliche. Wir könnten keine Gedenkmünzen mehr kaufen und keine Erinnerungstage mehr durchführen. Also, wenn Sie 2 Millionen beschliessen, dann gibt es keine solchen Gedenkanklässe. Es gibt sie vermutlich trotzdem, aber nicht zulasten der Bundeskasse.

Die übrigen Streichungsanträge beantrage ich Ihnen, abzulehnen. Es bleibt dann der Antrag der Minderheit I, die eine Kompensation haben möchte. Für Kompensationen von Mehrausgaben hat der Finanzminister immer volles Verständnis. *(Heiterkeit)*

Ich bitte Sie also, den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

Präsident: Damit sichergestellt werden kann, dass jeder Antrag mindestens einmal zur Abstimmung gelangt, beantrage ich Ihnen, in fünf Schritten vorzugehen.

In einer ersten Eventualabstimmung bereinigen wir die Anträge zu 2 Millionen, das heisst Minderheit II (2 Millionen) gegen Minderheit III (2 Millionen mit Auflagen). In einem zweiten Schritt bereinigen wir die Anträge zu 6 Millionen: Zuerst in einer Eventualabstimmung die Minderheit I (Kompensation mit Rüstungsausgaben) gegen Eventualantrag Herzog (Kompensation mit Forschungskrediten). Das Resultat aus dieser ersten Eventualabstimmung stellen wir dem Antrag der Kommissionsmehrheit (6 Millionen ohne Kompensation) gegenüber.

Damit wären die Anträge zu 2 und 6 Millionen bereinigt, und wir könnten in einem dritten Schritt diese beiden Anträge einander gegenüberstellen, also bereinigter Antrag 2 Millionen gegen bereinigter Antrag 6 Millionen.

In einem vierten Schritt würden wir dann das Resultat dieser Abstimmung dem Streichungsantrag Spielmann/Herzog gegenüberstellen. Für diese Abstimmung haben 34 Ratsmitglieder der Abstimmung mit Namensaufruf verlangt.

Je nach Ausgang dieser Abstimmung werden wir, sofern ein Kredit gesprochen wird, auch noch über die Zusatzanträge befinden müssen. Bei den Zusatzanträgen schlage ich Ihnen folgende Reihenfolge vor: Zuerst Antrag Stocker, plus 6 Millionen für Frauen mit minimaler AHV-Rente, ja oder nein. Dann die zweite Abstimmung über den Zusatzantrag Bär, plus 1 Million für eine zweite Gedenkmünze, ja oder nein. Falls Sie diesem Antrag zustimmen, haben wir noch über den Zusatzantrag von Frau Bäumlín Ursula zu befinden, nämlich dass der Ertrag aus dieser zweiten Gedenkmünze für die schweizerische Flüchtlingshilfe zu verwenden ist.

Frau **Hafner Ursula:** Ich beantrage Ihnen, zuerst über die Zusatzanträge Stocker, Bär und Bäumlín und nachher über die Streichungsanträge abzustimmen.

Präsident: Frau Hafner beantragt Ihnen in Form eines Ordnungsantrages, zuerst eventualiter über die Zusatzanträge Stocker, Bär und Bäumlín abzustimmen. An sich können Sie das so beschliessen. Es wären dann bedingte Eventualabstimmungen, weil diese Anträge ja nur einen Sinn haben können, wenn in der eigentlichen Hauptabstimmung ein Kredit gesprochen wird. Meines Erachtens können sie ja Null nicht verdoppeln. *(Heiterkeit)*

Wir stimmen über diesen Ordnungsantrag ab.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Hafner Ursula	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

Anträge betreffend 2 Millionen
Propositions concernant 2 millions

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit II	47 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit III	37 Stimmen

Anträge betreffend 6 Millionen
Propositions concernant 6 millions

Abstimmung – Vote**Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire**

Für den Antrag der Minderheit I	72 Stimmen
Für den Eventualantrag Herczog	15 Stimmen

Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit I	51 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	117 Stimmen

Dritte Eventualabstimmung – Troisième vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit II	46 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	124 Stimmen

Definitiv – Définitivement**Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal**

Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité:

Aliesch, Allenspach, Antille, Aregger, Aubry, Auer, Baggi, Bär, Basler, Berger, Biel, Blatter, Blocher, Bonny, Borel, Brélaz, Bremi, Bühler, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Caccia, Cavadini, Cincera, Cumberg, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepf, Darbellay, David, Déglise, Diener, Dietrich, Dormann, Dreher, Ducret, Dünki, Eggenberg-Thun, Eggly, Eisenring, Engler, Eppenberger Susi, Fäh, Fehr, Feigenwinter, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Giger, Graf, Grassi, Gros, Guinand, Gysin, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hösli, Houmard, Jeaneret, Jung, Keller, Kohler, Kühne, Lanz, Leuba, Loeb, Loretan, Luder, Maître, Martin, Massy, Mauch Rolf, Meier-Glatfelden, Mühlemann, Müller-Aargau, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Oester, Paccolat, Perey, Petitpierre, Philipona, Portmann, Rebeaud, Reich, Reichling, Reimann Fritz, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Sager, Salvioni, Savary-Fribourg, Savary-Vaud, Scheidegger, Scherrer, Schmid, Schmidhalter, Schneider, Schüle, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spälti, Spoerry, Stamm, Steffen, Steinegger, Stocker, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Züger, Zwingli, Zwygart (142)

Für den Antrag Herczog/Spielmann stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition Herczog/Spielmann:

Aguet, Ammann, Bäumlin Richard, Bodenmann, Braunschweig, Carobbio, Fetz, Fierz, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Morf, Pitte-loud, Rechsteiner, Spielmann, Thür, Weder-Basel, Zbinden Hans, Ziegler (25)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent

Bäumlin Ursula, Béguelin, Bundi, Danuser, Euler, Fankhauser, Grendelmeier, Günter, Hafner Rudolf, Jaeger, Jeanprêtre, Maeder, Matthey, Mauch Ursula, Stappung, Uchtenhagen, Ulrich (17)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Bircher, Brügger, Cevey, Dubois, Etique, Früh, Humbel, Meier Fritz, Meizoz, Neukomm, Ott, Pidoux, Pini, Segond, Wiederkehr (15)

Präsident Iten stimmt nicht

M. Iten, président, ne vote pas

Zusatzanträge – Propositions supplémentaires

Präsident: Frau Stocker beantragt, den Kredit zu verdoppeln, und zwar verbunden mit der Zweckbestimmung, per 1. September 1989 diese zweite Hälfte auf jene Frauen ab dem Jahrgang 1925 und älter zu verteilen, die eine einfache minimale AHV-Rente beziehen. Die Kommission hat sich als Kommission zu diesem Antrag nicht geäußert.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Stocker	58 Stimmen
Dagegen	94 Stimmen

Präsident: Frau Bär beantragt zusätzlich eine Million, mit dem Zweck, analog der Gedenkmünze Guisan eine zweite Gedenkmünze mit dem Porträt von Gertrud Kurz zu prägen. Die Finanzkommission hat sich zu diesem Antrag auch nicht geäußert.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Bär	66 Stimmen
Dagegen	93 Stimmen

Präsident: Damit entfällt eine Abstimmung über den Antrag Bäumlin Ursula. Sie sind mit dieser Feststellung einverstanden.

Wir sind in der Detailberatung über die Finanzrechnung Seite 10 folgende. Weitere Anträge liegen nicht vor. Sie haben damit der Finanzrechnung einschliesslich Verpflichtungskrediten zugestimmt.

Bundesbeschluss über den ersten Nachtrag zum Voranschlag 1989
Arrêté fédéral concernant le premier supplément du budget pour 1989

Detailberatung – Discussion par articles**Titel und Ingress, Art. 1****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 2****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Widmer

Für das Jahr 1989 werden als erster Nachtrag zum Voranschlag der Eidgenossenschaft folgende Verpflichtungskredite bewilligt:

– 11 655 000 Franken für neue Objektkredite

–

Art. 2**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Widmer

Les crédits d'engagements ci-après sont ouverts au titre du premier supplément du budget 1989:

– 11 655 000 francs pour de nouveaux crédits d'ouvrages

–

Angenommen gemäss Antrag Widmer

Adopté selon la proposition Widmer

Art. 2a (neu)*Antrag Ruffy*

Der durchschnittliche Personalbestand der Parlamentsdienste darf im Jahre 1989 die Zahl von
– 59 Etatstellen (entsprechend dem für 1989 bewilligten Bestand, zuzüglich 5 neue Stellen) nicht übersteigen.

Art. 2a (nouveau)*Proposition Ruffy*

L'effectif moyen des services du Parlement ne doit pas dépasser en 1989 le nombre de
– 59 postes permanents (effectif autorisé pour 1989 plus 5 nouveaux postes).

Angenommen gemäss Antrag Ruffy

Adopté selon la proposition Ruffy

Art. 3*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

127 Stimmen

Dagegen

16 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.072

Gebäude der Eidgenössischen Münzstätte. Sanierung

Bâtiment de la Monnaie fédérale. Assainissement

Botschaft und Beschlussentwurf vom 14. November 1988 (BBI III, 1425)

Message et projet d'arrêté du 14 novembre 1988 (FF III, 1361)

Beschluss des Ständerates vom 2. März 1989

Décision du Conseil des Etats du 2 mars 1989

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Präsident: Die Eintretensdebatte ist auf die Berichterstatter der Kommission beschränkt.

Wellauer, Berichterstatter: Mit der Bundesverfassung von 1848 (Artikel 38) ging das alleinige Recht, Münzen zu prägen, an den Bund über. Das Gebäude der Eidgenössischen Münzstätte steht im Berner Kirchenfeldquartier und wurde 1906 erbaut. Es zählt zu den schöneren Bauten der Neu-Renaissance in Bern.

Weil sich der bargeldlose Zahlungsverkehr in den letzten Jahren stark entwickelt hat und voraussichtlich weiter zunehmen wird, hat der Bundesrat im Jahre 1986 Massnahmen beschlossen. Gemäss Seite 3 der Botschaft will er die Prägekapazität von 240 Millionen Stück auf 100 Millionen reduzieren, auf Fremdaufträge wie ausländische Münzaufträge oder schweizerische Medaillenprägung verzichten, weil in diesem Sektor eine grosse Konkurrenz von privater Seite vorhanden ist, und

die Rondellen schlussendlich nicht mehr selbst herstellen, sondern von den Metallwerken beziehen.

Mit dieser Reduktion des Arbeitsvolumens will der Bundesrat den Personalbestand der Eidgenössischen Münzstätte von bisher 29,5 auf 16,5 Stellen abbauen und durch bauliche Massnahmen die ganze Münzstätte in einem Stockwerk des Gebäudes zusammenfassen. Der Rest des Gebäudes soll gänzlich für Büros der Bundesverwaltung freigegeben werden. Mit diesen Umbauten werden insgesamt neu 55 Arbeitsplätze für die Bedürfnisse der allgemeinen Bundesverwaltung geschaffen.

Nebst dem reinen Umbau und der Anpassung an die Bedürfnisse der Eidgenössischen Münzstätte will man auch verschiedene bauliche beziehungsweise betriebliche Verbesserungen an die Hand nehmen. Das gesamte Umbauprojekt ist auf den Seiten 3 und 4 der Botschaft umschrieben. Die Kosten des Umbaus belaufen sich auf 12,9 Millionen Franken. Auf den ersten Blick ist dies eine respektable Summe. Wenn man aber die besonderen Spezifikationen des Gebäudes berücksichtigt und auch daran denkt, dass es sich um einen Altbau handelt, an dem seit Jahrzehnten kein grösserer Unterhalt mehr vorgenommen wurde, und zudem dem Umstand Rechnung trägt, dass der Betrieb während der Bauzeit aufrechterhalten bleiben muss, können diese Umbaukosten im Vergleich mit ähnlich gelagerten Baukörpern durchaus bestehen. Der Kubikmeterpreis beläuft sich auf 389 Franken. Im Vergleich dazu liegen die Kosten bei Kasernenbauten der letzten Jahre, zum Beispiel bei Payerne, Andermatt und Herisau, zwischen 350 und 400 Franken pro Kubikmeter umbauten Raum. Obwohl es sich um ein altes Gebäude handelt und bei Umbauarbeiten immer mit Ueberraschungen zu rechnen ist, können die Kosten als angemessen veranschlagt werden; insbesondere weil für Unvorhergesehenes noch ein Betrag von 800 000 Franken im Kostenvoranschlag eingesetzt ist.

Ihre Kommission hat sich intensiv mit diesem Bauvorhaben befasst. Sie hat nicht nur die baulichen, finanziellen und terminlichen Aspekte beurteilt, sondern sich auch die Frage gestellt, ob nicht eine Verlegung der Eidgenössischen Münzstätte mit entsprechendem Neubau sowie eine Umnutzung des Münzgebäudes in Büros zweckmässiger wäre. Beim heutigen Standort der Eidgenössischen Münzstätte mitten in der Stadt handelt es sich um teuren Boden. Man musste sich deshalb ernsthaft die Frage stellen, ob für die Münzstätte, die ein reiner Produktionsbetrieb ist, nicht ein Neubau an der Peripherie oder ausserhalb von Bern zweckmässiger wäre. Die Baugruppe hat deshalb von der Eidgenössischen Finanzverwaltung und vom Amt für Bundesbauten einen Zusatzbericht zur Frage der Verlegung der Eidgenössischen Münzstätte mit Darstellung der Vor- und Nachteile verlangt.

Die detaillierten Abklärungen haben folgendes ergeben: Die Umnutzung der Eidgenössischen Münzstätte in ein Bürogebäude ist baulich möglich und finanziell vertretbar. Nebst gewichtigen denkmalpflegerischen Ueberlegungen, die gegen eine Umnutzung sprechen, wird auch die Büroqualität der Arbeitsräume in den Zwischengeschossen den heutigen Anforderungen nur bedingt gerecht.

Zur Denkmalpflege: Die Münzstätte ist mehr als nur ein reiner Fabrikationsbetrieb. Sie ist ein Statussymbol für ein Land und seine Währung. Basierend auf dem Bedürfnis der Münzherstellung wurde Anfang dieses Jahrhunderts die Münzstätte projektiert und gebaut. Funktion und Gebäude bildeten eine integrale Einheit. Bei der Eidgenössischen Münzstätte handelt es sich um ein Gebäude von sehr hohem denkmalpflegerischen Stellenwert. Es ist im schweizerischen Inventar der Kulturgüter als Objekt von nationaler Bedeutung eingetragen. Die städtische Denkmalpflege lehnt in ihrer Stellungnahme ein nutzungsneutrales Bürohaus ab. Der Denkmalpfleger schreibt wörtlich: «Der im Stil der Neu-Renaissance errichtete Repräsentationsbau wurde für einen bestimmten Zweck, für die Münzprägung des damals noch jungen Bundesstaats, erstellt. Diese Nutzungsbestimmung hat denn auch ablesbar die architektonische Gliederung des Baues bestimmt, wobei insbesondere in der Gliederung der Fassaden noch weitere Kriterien der Repräsentation wichtig waren. Die Loslösung des Gebäudes von seiner ursprünglichen Zweckbestimmung würde

Voranschlag 1989. Nachtrag I

Budget 1989. Supplément I

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	Ad 88.052
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1989 - 14:30
Date	
Data	
Seite	805-818
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 424

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.